

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1355

27 mai 2014

SOMMAIRE

3GI S.A.	65003	Island Sun Holdings S.A., SPF	64994
Bolder S.A., SPF	65038	Jardine Matheson International Luxem- bourg Sàrl	65001
Bouboule S.à r.l.	65016	KG Far East (Luxembourg) Sàrl	65001
Brenthis S.à r.l.	65016	L1 Energy Capital Management Services S.à r.l.	65032
Capital NL Topco S.à r.l.	65004	Lieb S.A.	65027
Chez Nous Lux S.à r.l.	65028	Mail Engineering & Technology S.A.	65000
Constructions Métalliques du Nord S.à.r.l.	65040	Manus S.A., S.P.F.	65000
Cowley Investment S.à r.l.	65017	MMK - Mining Assets Management S.A.	65003
Distinct Communication, Sàrl	64998	Secapital S.à.r.l.	65038
Don Curly S.à r.l.	65028	Sigelux Group S.à r.l.	64996
Entreprise de Façades Miotto Sàrl	65040	Silverent S.A.	65003
EWA Révision SA	64998	Silver Sea Properties (Orpington) S.à r.l.	64997
Famille Feller	65001	Sky II Asset B S.à r.l.	65002
Faune Holding S.A.	64998	Société Européenne de Banque	64996
Fedelia S.à r.l.	64999	Soliman S.A.	64996
Federal-Mogul Luxembourg S.à r.l.	64998	Spotify Technology S.A.	65029
GARBE Logistic NL 1 S.à r.l.	64994	Structured Finance Management (Luxem- bourg) S.A.	64996
Getty Images Luxembourg S.à r.l.	65003	Sumox S.à.r.l.	64997
Gladius 2	64999	SunEd Reserve Luxco Holdings	64997
Group George Forrest S.A.	64995	SunEd Reserve Luxco Parent III	64997
Hewlett-Packard Luxembourg Enterprises S.à r.l.	64995	Transition and Education for a Resilient and Regenerative Agriculture	65032
Hewlett-Packard Luxembourg S.C.A.	64999	VFC Investments S.à r.l.	65016
High Performance Solutions S.A.	64995	Zephyra Invest	65002
Hiwe S.C.I.	65002		
HTH & sp S.A.	65000		
Industrial Securities Luxembourg S.à r.l.	64994		
International Concept Event	64994		

International Concept Event, Société Anonyme.

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 4A, Op der Haart.
R.C.S. Luxembourg B 103.801.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014045243/10.

(140051755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Island Sun Holdings S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 81.511.

Par la présente, nous démissionnons de notre poste de commissaire aux comptes avec effet immédiat de la société ISLAND SUN HOLDINGS S.A., SPF 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg inscrite au RCS Luxembourg B81511.

Luxembourg, le 27 mars 2014.

FIDEX AUDIT S.à.r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014045267/13.

(140051671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

GARBE Logistic NL 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 135.767.

Le Bilan au 30 septembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 27 mars 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014045195/10.

(140051973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Industrial Securities Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.
R.C.S. Luxembourg B 103.763.

Extrait des résolutions prises à l'associé unique de la société tenue en date du 17 mars 2014

1. L'associé unique a pris acte de la démission de Monsieur Bernd Janietz, né le 26 juli 1948 demeurant professionnellement à 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 17 mars 2014.

2. L'associé unique nomme Monsieur David Bannerman, né le 2 février 1962 à Edinburgh, Royaume-Uni, résidant professionnellement 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg en qualité gérant de la Société avec effet au 17 mars 2014. Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société approuvant les comptes clos au 31 décembre 2013.

Le conseil de gérance de la de Société se compose désormais comme suit:

1. Monsieur Stephen LAWRENCE (gérant),
2. Monsieur Pii KETVEL (gérant),
3. Monsieur David BANNERMAN (gérant)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014045258/21.

(140051885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

High Performance Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 141.457.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 19 juin 2013

- Les mandats d'administrateur de Monsieur Alain Vasseur et de Monsieur Roger Caurla sont prorogés jusqu'à l'assemblée statutaire de 2019

Certifié sincère et conforme

Pour HIGH PERFORMANCE SOLUTIONS S.A

Référence de publication: 2014045226/12.

(140051935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Group George Forrest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 46.803.

—
Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue extraordinairement en date du 04 mars 2014

1. Mme Ingrid CERNICCHI a démissionné de son mandat d'administrateur de catégorie B.
2. Mme Valérie PECHON a démissionné de son mandat d'administrateur de catégorie B.
3. Mme Aurore DULIEU, administrateur de sociétés, née à Mons (Belgique), le 17 mai 1976, demeurant à L-6931 Mensdorf, 15, rue Wangert, a été nommée comme administrateur de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.
4. Réduction du nombre d'administrateurs de cinq à quatre.

Luxembourg, le 28 mars 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour GROUP GEORGE FORREST S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014045207/18.

(140052038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Hewlett-Packard Luxembourg Enterprises S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.300,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 88.847.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 20 mars 2014

En date du 20 mars 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Pierre PAREL de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat;
- de démissionner Monsieur Eric VAN BAEL de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat;
- de nommer Monsieur Stéphane LAHAYE, né le 5 décembre 1964 à Anvers en Belgique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 75, Parc d'Activités Capellen, L-8308 Capétien, en tant que nouveau gérant de la Société, en remplacement de Pierre PAREL précité, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Sergio LETELIER
- Monsieur Bas VAN DER GOORBERGH
- Monsieur Coen TIMMER
- Monsieur Stéphane LAHAYE

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2014.

Hewlett-Packard Luxembourg Enterprises S.à r.l

Signature

Référence de publication: 2014045213/24.

(140052296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Sigelux Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 151.162.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014044871/9.

(140051644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Société Européenne de Banque, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 13.859.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Référence de publication: 2014044876/11.

(140051027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Structured Finance Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 95.021.

Extrait des minutes du conseil d'administration de la société tenue en date du 25 mars 2014

Le conseil d'administration décide de renouveler le mandat de BDO Audit, avec siège social au 2, Avenue Charles de Gaulle, BP 351, L-2013 Luxembourg, enregistré sous le numéro B147570 au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, en tant que réviseur externe de la société pour l'audit des comptes annuels se clôturant au 31 décembre 2014.

A Luxembourg, le 26 mars 2014.

Pour extrait conforme

La Société

Signatures

Référence de publication: 2014044847/16.

(140051388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Soliman S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 67.878.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale statutaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 27 mars 2014

Monsieur DE BERNARDI Alexis, Monsieur ROSSI Jacopo et Monsieur DONATI Régis sont renommés administrateurs pour une nouvelle période de trois ans. Monsieur REGGIORI Robert est renommé commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2017. Monsieur DONATI Régis est renommé Président du Conseil d'Administration pour une période de trois ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2017.

Pour extrait sincère et conforme

SOLIMAN S.A.

Alexis DE BERNARDI / Jacopo ROSSI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014044881/18.

(140050993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Sumox S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1617 Luxembourg, 57, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 136.201.

Les comptes annuels 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014044889/10.

(140051340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Silver Sea Properties (Orpington) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 89.660,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 160.711.

Les comptes annuels au 31 octobre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 mars 2014.

Référence de publication: 2014044838/10.

(140051375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

SunEd Reserve Luxco Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 153.920.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 17 mars 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez noter que l'adresse professionnelle des gérants, Messieurs Pierre CLAUDEL, Christophe-Emmanuel SACRE et Mark VRIJHOEF, se trouve dorénavant à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 26.3.2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour SunEd Reserve Luxco Holdings

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014044848/16.

(140050870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

SunEd Reserve Luxco Parent III, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 157.316.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 17 mars 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez noter que l'adresse professionnelle des gérants, Messieurs Pierre CLAUDEL, Christophe-Emmanuel SACRE et Mark VRIJHOEF, se trouve dorénavant à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez également noter que le siège social de l'associée unique SunEd Reserve Luxco Holdings se situe désormais à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 27.3.2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour SunEd Reserve Luxco Parent III

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014044852/18.

(140050940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

EWA Révision SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 38.937.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014045161/10.

(140052319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Distinct Communication, Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7307 Steinsel, 42, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 146.463.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DISTINCT COMMUNICATION, SARL

Référence de publication: 2014045136/10.

(140051721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Federal-Mogul Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 121.194.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 24 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 28 mars 2014.

Maître Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2014045165/13.

(140051740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Faune Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 62.514.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 14 mars 2014

1. La cooptation de M. Julien NAZEYROLLAS comme administrateur, décidée par les administrateurs restants en date du 10 février 2014 a été ratifiée et il a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

2. Monsieur Sébastien ANDRE a été reconduit dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

3. Madame Katia CAMBON a été reconduite dans ses mandats d'administrateur et de présidente du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

4. La société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. a été reconduite dans son mandat de commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

Luxembourg, le 28 mars 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour FAUNE HOLDING S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l

Référence de publication: 2014045170/21.

(140051957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Fedelia S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-4440 Soleuvre, 125A, rue d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 162.118.

Il découle d'un acte de cession de parts sous seing privée du 25 mars 2014 que:

Le capital de la société "FEDELIA S.à r.l.", se trouve actuellement réparti comme suit:

- Madame BOLIS ép. DALLAMICAUX Céline	76 parts
- Monsieur DALLAMICAUX Frédéric	24 parts
TOTAL:	100 parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Soleuvre, le 28 mars 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014045172/15.

(140052240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Gladius 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 185.031.

EXTRAIT

Veillez noter le changement de nom de l'associé de la Société comme suit:

- Sanne Fiduciary Services Limited (anciennement Sanne Trust Company Limited), agissant en sa qualité de trustee de Gladius 2 Charitable Trust.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2014.

Pour extrait sincère et conforme
Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014045191/16.

(140051821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Hewlett-Packard Luxembourg S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 79.540.

Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil de gérance de la Société en date du 20 mars 2014

En date du 20 mars 2014, le conseil de gérance de la Société a décidé de nommer en remplacement de Monsieur Eric VAN BAEL, Monsieur Stéphane LAHAYE, né le 5 décembre 1964 à Anvers, Belgique, avec adresse professionnelle au 75, Parc d'Activités Capellen, L-8308 Capellen en tant que nouveau délégué à la gestion journalière de la Société avec effet au 20 mars 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Extrait de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société tenue en date du 20 mars 2014

En date du 20 mars 2014, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de renouveler les mandats des gérants Hewlett-Packard Luxembourg Enterprises S.à r.l. et Hewlett-Packard Luxembourg Investment S.à r.l. pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels clos au 31 octobre 2013 et qui se tiendra en 2014;
- de renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréé ERNST & YOUNG pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels clos au 31 octobre 2013 et qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2014.

Hewlett-Packard Luxembourg S.C.A.
Signature

Référence de publication: 2014045216/23.

(140052297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Mail Engineering & Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 69.698.

—
Extrait de la résolution pris lors du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 19 décembre 2013:

1) L'assemblée décide d'accepter la révocation, avec effet immédiat, de son poste de Commissaire aux Comptes, Monsieur Thierry Brutman, résidant au 119, route d'Arlon, L-8009 Strassen.

2) L'assemblée décide de nommer, au poste de Commissaire aux Comptes de la société: REVISORA S.A., ayant son siège au 60, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, inscrit au RCS sous le numéro B 145.505.

Avec effet immédiat pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires devant se tenir en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAIL ENGINEERING & TECHNOLOGY S.A

Référence de publication: 2014044723/16.

(140050802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

HTH & sp S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 1, avenue François Clement.

R.C.S. Luxembourg B 119.837.

—
Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est déroulée au siège social de Mondorf-les-Bains le 26 mars 2014.

I. L'assemblée décide de prolonger le mandat de l'administrateur, M. HEINEN Wolfgang, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

II. L'assemblée décide de prolonger le mandat de l'administrateur, M. PETRY Clement, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

III. L'assemblée décide de prolonger le mandat de l'administrateur, M. PELLOT Alain, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

IV. L'assemblée décide de prolonger le mandat du commissaire aux comptes, Cabinet Fiscal Dolci Sàrl, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, les actionnaires décident de clôturer l'assemblée.

Mondorf-les-Bains, le 26 mars 2014.

Référence de publication: 2014045229/18.

(140051995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Manus S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 28.954.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte d'un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 mars 2014, enregistré à Luxembourg, le 17 mars 2014, LAC/2014/12371.

Qu'a été prononcée la clôture de la liquidation de la Société anonyme «MANUS S.A., S.P.F.», ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, constituée suivant acte notarié en date du 22 septembre 1988, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 332 de 1988, page 15897. Les statuts en ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 23 juillet 2010, publié au Mémorial C, numéro 2391 du 8 novembre 2010.

La société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 23 janvier 2014.

Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à partir du 10 mars 2014, à l'ancien siège social L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2014.

Référence de publication: 2014044724/20.

(140050832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Jardine Matheson International Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 52.842,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 143.924.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2014.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2014045270/13.

(140052313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Famille Feller, Société Civile.

Siège social: L-4280 Esch-sur-Alzette, 60, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg E 1.471.

EXTRAIT

Les associés informent de leur changement d'adresse personnelle:

Monsieur FELLER Michel, 60, Boulevard Prince Henri, L-4280 Esch/Alzette

Madame GODART Françoise, 60, Boulevard Prince Henri, L-4280 Esch/Alzette

Monsieur FELLER Frédéric, 60, Boulevard Prince Henri, L-4280 Esch/Alzette

Madame RION Nadine, 60, Boulevard Prince Henri, L-4280 Esch/Alzette

Madame FELLER Marie Pierre, Le clos Quey, Vulmix, F-73700 Bourg Saint Maurice

Le gérant informe de son changement d'adresse personnelle:

Monsieur FELLER Michel, 60, Boulevard Prince Henri, L-4280 Esch/Alzette

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014045791/17.

(140052472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

KG Far East (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 320.077.350,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 149.409.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 25 mars 2014 que:

1. la démission de Monsieur Marc DAGENAIS, gérant de la Société, a été acceptée avec effet au 5 mars 2014.

2. Monsieur Dennis BLASUTTI, né le 23 août 1979 à Toronto, Canada, résidant professionnellement au Calle Profesor Augustin Millares Carlò n°10, 6° Planta, Las Palmas de Gran Canaria, 35003, Espagne, a été nommé gérant de la Société avec effet au 5 mars 2014 et ce pour, une durée indéterminée.

Par conséquent, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

Monsieur Dennis BLASUTTI, gérant;

Monsieur Nicholas James HAYDUK, gérant;

Monsieur Marc CHONG KAN, gérant;

Monsieur Emmanuel REVEILLAUD, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 26 mars 2014.

Référence de publication: 2014045280/22.

(140051703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Zephyra Invest, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 133.016.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui s'est tenue à Luxembourg, le 17 mars 2014 a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a reconduit les mandats d'administrateurs de:

- M. Pascal CHAUVAUX
- M. Frédéric FASEL
- Mme Michèle BERGER

pour une période d'une année se terminant lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires en 2015.

2. L'Assemblée a approuvé la réélection des réviseurs, Deloitte Audit S.à r.l., pour la période d'un an se terminant lors de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires en 2015.

Référence de publication: 2014046865/17.

(140053415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2014.

Sky II Asset B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 162.332.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société le 14 mars 2014

L'associé unique de la Société a décidé de nommer Madame Marie-Eve Nyssen, née le 19 novembre 1979 à Eupen, Belgique, résidant professionnellement à 11, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, tant que la nouvelle gérante de la Société avec l'effet immédiat pour la durée indéterminée en remplacement de Monsieur Boris Peignois, démissionnaire.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de:

- Madame Marie-Eve Nyssen, prénommée, gérante;
- Madame Marta Kozinska, résidant professionnellement à 11, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, gérante.

Luxembourg, le 28 mars 2014.

*Pour la Société
Le mandataire*

Référence de publication: 2014046043/18.

(140052687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

Hiwe S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-3230 Bettembourg, 33, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg E 4.585.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 14 février 2014

L'assemblée, après avoir délibérée, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Suite à la convention de cession de parts d'intérêts, conclues sous-seing privé en date du 14 février 2014, acceptées par les gérants au nom de la Société et agréées par les associés, il résulte que le capital de la société civile immobilière «Hiwe S.C.I.» est réparti comme suit:

Madame Laurence Hilger	70 parts d'intérêts
Madame Véronique Weber	30 parts d'intérêts
Total	100 parts d'intérêts

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait conforme

Bettembourg, le 14 février 2014.

Référence de publication: 2014045861/19.

(140052876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

MMK - Mining Assets Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37C, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 163.456.

EXTRAIT

Monsieur Charles Meyer, demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L- 1511 Luxembourg, a été nommé en tant qu'administrateur B de la Société, avec effet au 19 mars 2014 et jusqu'à l'Assemblée Générale Annuel des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
Pour MMK - Mining Assets Management S.A.
Un mandataire

Référence de publication: 2014045336/15.

(140052276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

**Silverent S.A., Société Anonyme,
(anc. 3GI S.A.).**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 162.228.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 28 mars 2014

L'Assemblée a nommé deux nouveaux Administrateurs, a accepté la démission de Monsieur Stefano GIUFFRA en tant qu'Administrateur et ceci à compter de ce jour et a décidé de pourvoir la place d'administrateur vacante.

L'Assemblée a nommé:

Monsieur André PUTZ, ayant son adresse professionnelle au 31, Grand-Rue L-1661 Luxembourg, aux fonctions d'Administrateur jusqu'à l'Assemblée statuant sur les comptes arrêtés aux 31 décembre 2018
et

Monsieur Olivier CAUDRON, ayant son adresse professionnelle au 31, Grand-Rue L-1661 Luxembourg, aux fonctions d'Administrateur jusqu'à l'Assemblée statuant sur les comptes arrêtés aux 31 décembre 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGIF S.A.

Référence de publication: 2014046797/18.

(140053548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2014.

Getty Images Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 193.376.832,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 139.444.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 13 février 2014 que:

- la démission de Madame Jodi Colligan, gérant de catégorie A de la Société, a été acceptée avec effet au 31 mars 2014.
- Monsieur Shane Johnson né le 1^{er} juillet 1966 à Washington, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement au 605, 5th Avenue S., Suite 400, Seattle, WA 98104, Etats-Unis d'Amérique a été nommé gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 mars 2014 et ce, pour une durée indéterminée.
- Monsieur Timothy Murphy né le 17 juin 1972 à Arizona, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement au 605, 5th Avenue S., Suite 400, Seattle, WA 98104, Etats-Unis d'Amérique a été nommé gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 mars 2014 et ce, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 mars 2014.

Référence de publication: 2014045819/19.

(140052957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

Capital NL Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 184.271.

In the year two thousand fourteen, on the fourth day of March.

Before the undersigned, Maître Marc LOESCH, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

1. HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited Account 720890, an English private limited liability company, with registered office at 8 Canada Square, London E14 5HQ, United Kingdom and registered under number 228660, acting as nominee for Montagu IV LP, a limited partnership with registered office at 2 More London Riverside, London SE1 2AP, United Kingdom and registered under number LP014211,

here represented by Me Anneleen Hofkens, lawyer, with professional address in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on March 3, 2014;

2. HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited Account 720890, an English private limited liability company, with registered office at 8 Canada Square, London E14 5HQ, United Kingdom and registered under number 228660, acting as nominee for Montagu IV (Non-US) LP, a limited partnership with registered office at 2 More London Riverside, London SE1 2AP, United Kingdom and registered under number LP014367,

here represented by Me Anneleen Hofkens, lawyer, with professional address in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on March 3, 2014;

3. HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited Account 720890, an English private limited liability company, with registered office at 8 Canada Square, London E14 5HQ, United Kingdom and registered under number 228660, acting as nominee for Montagu IV (US) LP, a limited partnership with registered office at 2 More London Riverside, London SE1 2AP, United Kingdom and registered under number LP014212,

here represented by Me Anneleen Hofkens, lawyer, with professional address in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on March 3, 2014;

4. HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited Account 720890, an English private limited liability company, with registered office at 8 Canada Square, London E14 5HQ, United Kingdom and registered under number 228660, acting as nominee for Montagu IV (B) LP, a limited partnership with registered office at 2 More London Riverside, London SE1 2AP, United Kingdom and registered under number LP014213,

here represented by Me Anneleen Hofkens, lawyer, with professional address in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on March 3, 2014.

The said proxies, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are the shareholders of "Capital NL Topco S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered address at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 184.271, and incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 24 January 2014, whose articles of incorporation (the "Articles") have not yet been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") (the "Company"). The Articles of the Company have not been amended since its incorporation.

The appearing parties, represented as stated above, representing the whole corporate capital require the notary to act the following resolutions:

First resolution

The shareholders decide to reclassify all the one hundred and twenty-five thousand (125,000) class A shares held by the shareholders into one (1) class of ordinary shares (the "Ordinary Shares"), it being understood that such reclassification shall be done on the basis of a one-to-one share exchange, the Ordinary Shares having the rights and obligations set out in the restated Articles of the Company to be adopted by the subsequent resolutions of the present meeting.

The shareholders decide to confer all necessary powers to the managers of the Company in order to proceed to the reclassification of the shares in the shareholders' register.

Second resolution

The shareholders decide to increase the issued share capital of the Company by an amount of twelve million and sixty-seven thousand five hundred Euro (EUR 12,067,500.-), so as to bring it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to twelve million and eighty thousand Euro (EUR 12,080,000.-), by creating and issuing a total number of one billion two hundred and six million seven hundred and fifty thousand (1,206,750,000) new shares (collectively referred as the "New Shares") divided into classes of shares as stated below and each having a nominal value

of one Eurocent (EUR 0.01) and all having the rights and obligations as set out in the restated Articles. The New Shares are issued as follows:

- One million one hundred and twenty-five thousand (1,125,000) new ordinary shares (the "New Ordinary Shares");
- One hundred and thirty-three million nine hundred and fifty-eight thousand three hundred and thirty-three (133,958,333) new class B shares (the "New Class B Shares");
- One hundred and thirty-three million nine hundred and fifty-eight thousand three hundred and thirty-three (133,958,333) new class C shares (the "New Class C Shares");
- One hundred and thirty-three million nine hundred and fifty-eight thousand three hundred and thirty-three (133,958,333) new class D shares (the "New Class D Shares");
- One hundred and thirty-three million nine hundred and fifty-eight thousand three hundred and thirty-three (133,958,333) new class E shares (the "New Class E Shares");
- One hundred and thirty-three million nine hundred and fifty-eight thousand three hundred and thirty-three (133,958,333) new class F shares (the "New Class F Shares");
- One hundred and thirty-three million nine hundred and fifty-eight thousand three hundred and thirty-three (133,958,333) new class G shares (the "New Class G Shares");
- One hundred and thirty-three million nine hundred and fifty-eight thousand three hundred and thirty-three (133,958,333) new class H shares (the "New Class H Shares");
- One hundred and thirty-three million nine hundred and fifty-eight thousand three hundred and thirty-three (133,958,333) new class I shares (the "New Class I Shares");
- One hundred and thirty-three million nine hundred and fifty-eight thousand three hundred and thirty-six (133,958,336) new class J shares (the "New Class J Shares").

Subscription and payment

Montagu IV LP, prenamed, represented as stated above, declares to subscribe for nine hundred and seventy-eight thousand and fifty-two (978,052) New Ordinary Shares, one hundred and sixteen million four hundred and sixty thousand seven hundred and forty (116,460,740) New Class B Shares, one hundred and sixteen million four hundred and sixty thousand seven hundred and forty (116,460,740) New Class C Shares, one hundred and sixteen million four hundred and sixty thousand seven hundred and forty (116,460,740) New Class D Shares, one hundred and sixteen million four hundred and sixty thousand seven hundred and forty (116,460,740) New Class E Shares, one hundred and sixteen million four hundred and sixty thousand seven hundred and forty (116,460,740) New Class F Shares, one hundred and sixteen million four hundred and sixty thousand seven hundred and forty (116,460,740) New Class G Shares, one hundred and sixteen million four hundred and sixty thousand seven hundred and forty (116,460,740) New Class H Shares, one hundred and sixteen million four hundred and sixty thousand seven hundred and forty (116,460,740) New Class I Shares and one hundred and sixteen million four hundred and sixty thousand seven hundred and forty-three (116,460,743) New Class J Shares, each having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01). Such newly issued shares are fully paid up by a contribution in cash for a total amount of ten million four hundred and ninety-one thousand two hundred and forty-seven Euro and fifteen cents (EUR 10,491,247.15) which is allocated in its entirety to the Company's share capital.

Montagu IV (Non-US) LP, prenamed, represented as stated above, declares to subscribe for thirty-seven thousand four hundred and ninety-three (37,493) New Ordinary Shares, four million four hundred and sixty-four thousand three hundred and ninety-six (4,464,396) New Class B Shares, four million four hundred and sixty-four thousand three hundred and ninety-six (4,464,396) New Class C Shares, four million four hundred and sixty-four thousand three hundred and ninety-six (4,464,396) New Class D Shares, four million four hundred and sixty-four thousand three hundred and ninety-six (4,464,396) New Class E Shares, four million four hundred and sixty-four thousand three hundred and ninety-six (4,464,396) New Class F Shares, four million four hundred and sixty-four thousand three hundred and ninety-six (4,464,396) New Class G Shares, four million four hundred and sixty-four thousand three hundred and ninety-six (4,464,396) New Class H Shares, four million four hundred and sixty-four thousand three hundred and ninety-six (4,464,396) New Class I Shares and four million four hundred and sixty-four thousand three hundred and ninety-six (4,464,396) New Class J Shares, each having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01). Such newly issued shares are fully paid up by a contribution in cash for a total amount of four hundred and two thousand one hundred and seventy Euro and fifty-seven cents (EUR 402,170.57) which is allocated in its entirety to the Company's share capital.

Montagu IV (US) LP, prenamed, represented as stated above, declares to subscribe for twenty-one thousand one hundred and eighty-five (21,185) New Ordinary Shares, two million five hundred and twenty-two thousand five hundred and fifty-four (2,522,554) New Class B Shares, two million five hundred and twenty-two thousand five hundred and fifty-four (2,522,554) New Class C Shares, two million five hundred and twenty-two thousand five hundred and fifty-four (2,522,554) New Class D Shares, two million five hundred and twenty-two thousand five hundred and fifty-four (2,522,554) New Class E Shares, two million five hundred and twenty-two thousand five hundred and fifty-four (2,522,554) New Class F Shares, two million five hundred and twenty-two thousand five hundred and fifty-four (2,522,554) New Class G Shares, two million five hundred and twenty-two thousand five hundred and fifty-four (2,522,554) New Class H Shares, two million five hundred and twenty-two thousand five hundred and fifty-four (2,522,554) New Class I Shares and two million five hundred and twenty-two thousand five hundred and fifty-four (2,522,554) New Class J Shares, each having a nominal

value of one Eurocent (EUR 0.01). Such newly issued shares are fully paid up by a contribution in cash for a total amount of two hundred and twenty-seven thousand two hundred and forty-one Euro and seventy-one cents (EUR 227,241.71) which is allocated in its entirety to the Company's share capital.

Montagu IV (B) LP, prenamed, represented as stated above, declares to subscribe for eighty-eight thousand two hundred and seventy (88,270) New Ordinary Shares, ten million five hundred and ten thousand six hundred and forty-three (10,510,643) New Class B Shares, ten million five hundred and ten thousand six hundred and forty-three (10,510,643) New Class C Shares, ten million five hundred and ten thousand six hundred and forty-three (10,510,643) New Class D Shares, ten million five hundred and ten thousand six hundred and forty-three (10,510,643) New Class E Shares, ten million five hundred and ten thousand six hundred and forty-three (10,510,643) New Class F Shares, ten million five hundred and ten thousand six hundred and forty-three (10,510,643) New Class G Shares, ten million five hundred and ten thousand six hundred and forty-three (10,510,643) New Class H Shares, ten million five hundred and ten thousand six hundred and forty-three (10,510,643) New Class I Shares and ten million five hundred and ten thousand six hundred and forty-three (10,510,643) New Class J Shares, each having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01). Such newly issued shares are fully paid up by a contribution in cash for a total amount of nine hundred and forty-six thousand eight hundred and forty Euro and fifty-seven cents (EUR 946,840.57) which is allocated in its entirety to the Company's share capital.

The total contribution amount of twelve million and sixty-seven thousand five hundred Euro (EUR 12,067,500.-) is allocated to the share capital of the Company.

The proof of the existence and the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Third resolution

The shareholders decide to amend article 5 of the Articles of the Company in order to, among other things, reflect the above decision, which shall henceforth read as follows:

" Art. 5. Capital.

5.1 The issued share capital of the Company is set at twelve million eighty thousand Euro (EUR 12,080,000.-) divided into:

- (i) One million two hundred and fifty thousand (1,250,000) ordinary shares (the "Ordinary Shares");
- (ii) One hundred and thirty-four million eighty-three thousand three hundred and thirty-three (134,083,333) class B shares (the "Class B Shares");
- (iii) One hundred and thirty-four million eighty-three thousand three hundred and thirty-three (134,083,333) class C shares (the "Class C Shares");
- (iv) One hundred and thirty-four million eighty-three thousand three hundred and thirty-three (134,083,333) class D shares (the "Class D Shares");
- (v) One hundred and thirty-four million eighty-three thousand three hundred and thirty-three (134,083,333) class E shares (the "Class E Shares");
- (vi) One hundred and thirty-four million eighty-three thousand three hundred and thirty-three (134,083,333) class F shares (the "Class F Shares");
- (vii) One hundred and thirty-four million eighty-three thousand three hundred and thirty-three (134,083,333) class G shares (the "Class G Shares");
- (viii) One hundred and thirty-four million eighty-three thousand three hundred and thirty-three (134,083,333) class H shares (the "Class H Shares");
- (ix) One hundred and thirty-four million eighty-three thousand three hundred and thirty-three (134,083,333) class I shares (the "Class I Shares"); and
- (x) One hundred and thirty-four million eighty-three thousand three hundred and thirty-six (134,083,336) class J shares (the "Class J Shares"),

each having a par value of one Euro cent (EUR 0.01), all fully paid up, and with such rights and obligations as set out in the present Articles.

5.2 The shares are in registered form only.

5.3 The Class B Shares to Class J Shares are hereinafter referred to as the "Preference Shares". The Ordinary Shares and/or the Preference Shares are referred to as the "Shares" and "Share" shall be construed accordingly.

5.4 Each class of Shares will have the same rights, save as otherwise provided in the present Articles. Each Share is entitled to one (1) vote at any general meeting of shareholder(s).

5.5 In addition to the share capital, the Company may have free share premium or other reserve accounts, into which any premium paid on any Share or Preference Shares or the Ordinary Shares or reserve allocated to any Share or Preference Shares or the Ordinary Shares is transferred and the balance on which each corresponding holder(s) has exclusive entitlement to, it being understood that any amount of share premium paid in relation to the issue of any Share or Class of Shares or the Ordinary Shares or any amount of reserve allocated to any Share or Preference Shares or the Ordinary Shares, shall be reserved and repaid to the holder of such Shares or Preference Shares or the Ordinary Shares,

in case of a decision to repay or otherwise proceed with the reimbursement of such share premium or reserve (whether directly or in relation to a decrease of the share capital, the repurchase of own shares, liquidation or any other transaction whatsoever resulting in a reimbursement of share premium or reserve).

5.6 The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholder(s) adopted in the manner required for amendment of these Articles.

5.7 The capital of the Company may be reduced through the cancellation of one (1) or more entire classes of Preference Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class(es).

5.8 In the event that the Company shall proceed to a reduction of share capital through the repurchase of a class of Preference Shares, a notice setting forth the date of the repurchase and cancellation and the Cancellation Amount shall be given by or on behalf of the Company not less than seven (7) days before the date of the repurchase and cancellation, to the shareholder(s) at such shareholder(s) address as the Company shall have received notice thereof, provided however, that neither a failure to give such notice nor any defect therein shall affect the validity of the proceeding for the repurchase and cancellation.

5.9 A reduction of share capital through the repurchase of a class of Preference Shares may only be made within the respective Class Periods.

(i) The period for the Class B Shares is the period starting on the date of the notarial deed of 4 March 2014 and ending no later than on 31 December 2014 (the "Class B Period");

(ii) The period for the Class C Shares is the period starting on the day after the Class B Period and ending no later than on 31 December 2015 (the "Class C Period");

(iii) The period for the Class D Shares is the period starting on the day after the Class C Period and ending no later than on 31 December 2016 (the "Class D Period");

(iv) The period for the Class E Shares is the period starting on the day after the Class D Period and ending on no later than 31 December 2017 (the "Class E Period");

(v) The period for the Class F Shares is the period starting on the day after the Class E Period and ending on no later than 31 December 2018 (the "Class F Period");

(vi) The period for the Class G Shares is the period starting on the day after the Class F Period and ending on no later than 31 December 2019 (the "Class G Period");

(vii) The period for the Class H Shares is the period starting on the day after the Class G Period and ending no later than on 31 December 2020 (the "Class H Period");

(viii) The period for the Class I Shares is the period starting on the day after the Class H Period and ending no later than on 31 December 2021 (the "Class I Period");

(ix) The period for the Class J Shares is the period starting on the day after the Class I Period and ending no later than on 31 December 2022 (the "Class J Period").

5.10 Where a class of Preference Shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of such class(es) of Preference Shares can be made during a new period (the "New Period"). A New Period shall, in respect of the New Period for the relevant class of Preference Shares with the letter that comes first in alphabetical order, commence on the day after the expiry of the last Class Period and, in respect of all other classes of Preference Shares, commence on the day after the expiry of the immediately preceding New Period. Each New Period shall be for a period of one (1) calendar year (subject as provided in article 5.11). By way of example, if the Class B Shares are not repurchased in their Class B Period, the Class C Shares are repurchased in their Class C Period and the Class D Shares are not repurchased in their Class D Period, then the New Period for the Class B Shares will commence on 1 January 2023 and the New Period for Class D Shares will commence on 1 January 2024.

5.11 For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a class of Preference Shares shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such class of Preference Shares and shall continue to end on the day such as initially defined in the Articles above.

5.12 Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant class(es), the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the shareholder(s) pro-rata to their holding in such class(es). For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

5.13 The Cancellation Amount mentioned in the paragraph above shall be determined by the sole manager or, in case of plurality of managers the Board (as defined below) in its reasonable discretion and within the best corporate interest of the Company. For the avoidance of doubt, the sole manager or, in case of plurality the Board can choose at his (its) sole discretion to include or exclude in its determination of the Cancellation Amount the freely distributable reserves either in part or in totality."

Fourth resolution

The shareholders decide to amend article 14 of the Articles of the Company (Profits - Reserves), which shall henceforth read as follows:

" Art. 14. Profits - Reserves.

14.1 The revenues of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

14.2 All distributions (including all payments in respect of cancellation, redemption or repurchase by the Company of any Preference Shares in the share capital of the Company) paid by the Company in respect of Shares, shall be paid pro rata (subject as provided in articles 5.9 to 5.13 and 14) and at the same time to all shareholders in proportion to their shareholding in the Company, unless, in each case, any such shareholder waives by written notice to the Company its right to receive such distribution or the proceeds of such repurchase.

14.3 Any distribution will be made subject to any applicable law and the present Articles.

14.4 From the net profit five per cent (5%) shall be deducted and allocated to the legal reserve; this deduction ceases to be mandatory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

14.5 Subject to the provisions of Luxembourg law and the present Articles, the Company may by resolution of the shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the shareholders.

14.6 Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

(i) the Board draws up Interim Accounts;

(ii) the Interim Accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company; and

(v) if the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

14.7 In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid in the following order:

14.7.1 the holder(s) of the Ordinary Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.10% of the nominal value of the Ordinary Shares;

14.7.2 the holder(s) of the Class B Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.20% of the nominal value of the Class B Shares;

14.7.3 the holder(s) of the Class C Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.25% of the nominal value of the Class C Shares;

14.7.4 the holder(s) of the Class D Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.30% of the nominal value of the Class D Shares;

14.7.5 the holder(s) of the Class E Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.35% of the nominal value of the Class E Shares;

14.7.6 the holder(s) of the Class F Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.40% of the nominal value of the Class F Shares;

14.7.7 the holder(s) of the Class G Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.45% of the nominal value of the Class G Shares;

14.7.8 the holder(s) of the Class H Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.50% of the nominal value of the Class H Shares;

14.7.9 the holder(s) of the Class I Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.55% of the nominal value of the Class I Shares;

14.7.10 the holder(s) of the Class J Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.60% of the nominal value of the Class J Shares;

14.7.11 the balance shall be allocated to the holder(s) of the Preference Shares pursuant to a decision taken by the general meeting of shareholders."

Fifth resolution

The shareholders decide to amend article 15 of the Articles of the Company (Liquidation), which shall henceforth read as follows:

" Art. 15. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half (1/2) of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) to the extent and in consideration of such classes of Shares which are still in issue at the time of the liquidation, according to the rules set in articles 5 and 14 of these Articles."

Sixth resolution

The shareholders decide to insert a new article 17 in the Articles of the Company (Definitions), which shall read as follows:

" **Art. 17. Definitions.** For the purposes of these Articles, the following capitalised terms shall have the following meanings:

"Available Amount" shall mean the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable share premium and other freely distributable reserves as reserved in accordance with the Articles and (ii) as the case may be by the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preference Shares to be cancelled but reduced by (a) any losses (including carried forward losses) expressed as a positive, (b) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), (c) any dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to the Articles and (d) any Profit Entitlement so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Whereby:

AA = Available Amount.

NP = net profits (including carried forward profits).

P = any freely distributable share premium and other freely distributable reserves.

CR = the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preference Shares to be cancelled.

L = losses (including carried forward losses) expressed as a positive.

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles.

OD = any dividends to which the holder(s) of the Ordinary Shares is entitled pursuant to the Articles.

PE = Profit Entitlement.

The Available Amount must be set out in the Interim Accounts of the respective Class Period and shall be assessed by the sole manager or, in case of plurality of managers the Board of the Company in good faith and with the view to the Company's ability to continue as a going concern.

"Cancellation Amount" shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be).

"Class Period" shall mean each of the Class B Period, the Class C Period, the Class D Period, the Class E Period, the Class F Period, the Class G Period, the Class H Period, the Class I Period and the Class J Period.

"Interim Accounts" shall mean the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

"Interim Account Date" shall mean the date no earlier than thirty (30) days but not later than ten (10) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Preference Shares.

"Law" shall mean the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time.

"Profit Entitlement" shall mean the preferred dividends of the Preference Shares."

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to five thousand two hundred Euro (EUR 5,200).

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a German version; on request of the proxyholder of the appearing parties and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am vierten März.

Vor dem unterzeichnenden Notar, Maître Marc LOESCH, mit Amtssitz in Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN

1. HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited Account 720890, eine englische Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in 8 Canada Square, London E14 5HQ, Großbritannien, eingetragen unter der Nummer 228660,

als Bevollmächtigte der Montagu IV LP, eine Kommanditgesellschaft mit Sitz in 2 More London Riverside, London SE1 2AP, Großbritannien eingetragen unter der Nummer LP014211;

hier vertreten durch Maître Anneleen Hofkens, mit Geschäftsadresse in Luxemburg,
aufgrund einer am 3. März 2014 privatschriftlich ausgestellten Vollmacht;

2. HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited Account 720890, eine englische Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in 8 Canada Square, London E14 5HQ, Großbritannien, eingetragen unter der Nummer 228660, als Bevollmächtigte der Montagu IV (non-US) LP, eine Kommanditgesellschaft mit Sitz in 2 More London Riverside, London SE1 2AP, Großbritannien eingetragen unter der Nummer LP014367;

hier vertreten durch Maître Anneleen Hofkens, mit Geschäftsadresse in Luxemburg,
aufgrund einer am 3. März 2014 privatschriftlich ausgestellten Vollmacht;

3. HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited Account 720890, eine englische Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in 8 Canada Square, London E14 5HQ, Großbritannien, eingetragen unter der Nummer 228660, als Bevollmächtigte der Montagu IV (US) LP, eine Kommanditgesellschaft mit Sitz in 2 More London Riverside, London SE1 2AP, Großbritannien eingetragen unter der Nummer LP014212;

hier vertreten durch Maître Anneleen Hofkens, mit Geschäftsadresse in Luxemburg,
aufgrund einer am 3. März 2014 privatschriftlich ausgestellten Vollmacht;

4. HSBC Global Custody Nominee (UK) Limited Account 720890, eine englische Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in 8 Canada Square, London E14 5HQ, Großbritannien, eingetragen unter der Nummer 228660, als Bevollmächtigte der Montagu IV (B) LP, eine Kommanditgesellschaft mit Sitz in 2 More London Riverside, London SE1 2AP, Großbritannien eingetragen unter der Nummer LP014213;

hier vertreten durch Maître Anneleen Hofkens, mit Geschäftsadresse in Luxemburg,
aufgrund einer am 3. März 2014 privatschriftlich ausgestellten Vollmacht.

Die vorerwähnten Vollmachten bleiben, nach Paraphierung ne varietur durch den Vertreter der erschienenen Parteien und den beurkundenden Notar, vorliegender Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben bei der Registrierungsbehörde hinterlegt zu werden.

Die erschienenen Parteien sind die Gesellschafter von "Capital NL Topco S.à r.l.", einer, dem luxemburgischen Recht unterliegende, Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Gesellschaftssitz in 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 184.271, die gemäß einer notariellen Urkunde des unterzeichnenden Notars vom 24. Januar 2014, gegründet und deren Satzung (die "Satzung") bislang nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial C") veröffentlicht wurde (die "Gesellschaft"). Die Satzung der Gesellschaft wurde seit ihrer Gründung nicht abgeändert.

Die Erschienenen, vertreten wie vorgeannt, welche das gesamte Gesellschaftskapital repräsentieren, ersuchen den Notar, folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, alle einhundertfünfundzwanzigtausend (125.000) Kategorie A Anteile, die von den Gesellschafter gehalten werden, in eine (1) Kategorie von Stammanteilen (die "Stammanteile") umzuwandeln, wobei diese Umwandlung auf der Basis eines eins-zu-eins Anteiltausches geschieht. Die Stammanteile besitzen die Rechte und Pflichten, die in der neu gefassten Satzung der Gesellschaft, die durch die anschließenden Beschlüsse von der Gesellschafterversammlung angenommen wird, definiert sind.

Die Gesellschafter beschließen, den Geschäftsführern der Gesellschaft alle notwendigen Befugnisse zu übergeben, um die Umwandlung der Anteile im Anteilseigentümerregister durchzuführen.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, das Gesellschaftskapital um einen Betrag von zwölf Millionen siebenundsechzigtausendfünfhundert Euro (EUR 12.067.500,-) von derzeit zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) auf zwölf Millionen achtzigtausend Euro (EUR 12.080.000,-), durch die Bildung und Ausgabe von einer Milliarde zweihundertsechs Millionen siebenhundertfünfzigtausend (1.206.750.000) neuen Anteilen (zusammen die "Neuen Anteile"), aufgeteilt in die nachfolgend beschriebenen Kategorien von Anteilen, mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil, welche mit den in der neu gefassten Satzung beschriebenen Rechten und Pflichten ausgestattet sind. Die Neuen Anteile werden wie folgt ausgegeben:

- Eine Million einhundertfünfundzwanzigtausend (1.125.000) neue Stammanteile (die "Neuen Stammanteile");
- Einhundertdreißig Millionen neuhundertachtundfünfzigtausenddreihundertdreißig (133.958.333) neue Kategorie B Anteile (die "Neuen Kategorie B Anteile");
- Einhundertdreißig Millionen neuhundertachtundfünfzigtausenddreihundertdreißig (133.958.333) neue Kategorie C Anteile (die "Neuen Kategorie C Anteile");
- Einhundertdreißig Millionen neuhundertachtundfünfzigtausenddreihundertdreißig (133.958.333) neue Kategorie D Anteile (die "Neuen Kategorie D Anteile");

- Einhundertdreißig Millionen neuhundertachtundfünfzigtausenddreihundertdreißig (133.958.333) neue Kategorie E Anteile (die "Neuen Kategorie E Anteile");
- Einhundertdreißig Millionen neuhundertachtundfünfzigtausenddreihundertdreißig (133.958.333) neue Kategorie F Anteile (die "Neuen Kategorie F Anteile");
- Einhundertdreißig Millionen neuhundertachtundfünfzigtausenddreihundertdreißig (133.958.333) neue Kategorie G Anteile (die "Neuen Kategorie G Anteile");
- Einhundertdreißig Millionen neuhundertachtundfünfzigtausenddreihundertdreißig (133.958.333) neue Kategorie H Anteile (die "Neuen Kategorie H Anteile");
- Einhundertdreißig Millionen neuhundertachtundfünfzigtausenddreihundertdreißig (133.958.333) neue Kategorie I Anteile (die "Neuen Kategorie I Anteile");
- Einhundertdreißig Millionen neuhundertachtundfünfzigtausenddreihundertsechsdreißig (133.958.336) neue Kategorie J Anteile (die "Neuen Kategorie J Anteile");

Zeichnung und Einzahlung

Montagu IV LP erklärt neuhundertachtundsiebzigtausendzweihundfünfzig (978.052) Neue Stammanteile, einhundertsechzehn Millionen vierhundertsechzigtausendsiebenhundertvierzig (116.460.740) Neue Kategorie B Anteile, einhundertsechzehn Millionen vierhundertsechzigtausendsiebenhundertvierzig (116.460.740) Neue Kategorie C Anteile, einhundertsechzehn Millionen vierhundertsechzigtausendsiebenhundertvierzig (116.460.740) Neue Kategorie D Anteile, einhundertsechzehn Millionen vierhundertsechzigtausendsiebenhundertvierzig (116.460.740) Neue Kategorie E Anteile, einhundertsechzehn Millionen vierhundertsechzigtausendsiebenhundertvierzig (116.460.740) Neue Kategorie F Anteile, einhundertsechzehn Millionen vierhundertsechzigtausendsiebenhundertvierzig (116.460.740) Neue Kategorie G Anteile, einhundertsechzehn Millionen vierhundertsechzigtausendsiebenhundertvierzig (116.460.740) Neue Kategorie H Anteile, einhundertsechzehn Millionen vierhundertsechzigtausendsiebenhundertvierzig (116.460.740) Neue Kategorie I Anteile und einhundertsechzehn Millionen vierhundertsechzigtausendsiebenhundertvierzig (116.460.743) Neue Kategorie J Anteile, jeweils mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil, zu zeichnen. Diese neuen Anteile sind vollständig gezeichnet und, durch eine Bareinlage in einer Höhe von zehn Millionen vierhunderteinundneunzigtausendzweihundertsiebenundvierzig Euro und fünfzehn Cent (EUR 10.491.247,15), die vollständig dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeteilt wird, vollständig bezahlt.

Montagu IV (Non-US) LP erklärt siebenunddreißigtausendvierhundertdreihundneunzig (37.493) Neue Stammanteile, vier Millionen vierhundertvierundsechzigtausenddreihundertsechsdreihundneunzig (4.464.396) Neue Kategorie B Anteile, vier Millionen vierhundertvierundsechzigtausenddreihundertsechsdreihundneunzig (4.464.396) Neue Kategorie C Anteile, vier Millionen vierhundertvierundsechzigtausenddreihundertsechsdreihundneunzig (4.464.396) Neue Kategorie D Anteile, vier Millionen vierhundertvierundsechzigtausenddreihundertsechsdreihundneunzig (4.464.396) Neue Kategorie E Anteile, vier Millionen vierhundertvierundsechzigtausenddreihundertsechsdreihundneunzig (4.464.396) Neue Kategorie F Anteile, vier Millionen vierhundertvierundsechzigtausenddreihundertsechsdreihundneunzig (4.464.396) Neue Kategorie G Anteile, vier Millionen vierhundertvierundsechzigtausenddreihundertsechsdreihundneunzig (4.464.396) Neue Kategorie H Anteile, vier Millionen vierhundertvierundsechzigtausenddreihundertsechsdreihundneunzig (4.464.396) Neue Kategorie I Anteile und vier Millionen vierhundertvierundsechzigtausenddreihundertsechsdreihundneunzig (4.464.396) Neue Kategorie J Anteile, jeweils mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil, zu zeichnen. Diese neuen Anteile sind vollständig gezeichnet und, durch eine Bareinlage in einer Höhe von vierhundertzweitausendeinhundertsiebenzig Euro und siebenundfünfzig Cent (EUR 402.170,57), die vollständig dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeteilt wird, vollständig bezahlt.

Montagu IV (US) LP, erklärt einundzwanzigtausendeinhundertfünfachtzig (21.185) Neue Stammanteile, zwei Millionen fünfhundertzweiundzwanzigtausendfünfhundertvierundfünfzig (2.522.554) Neue Kategorie B Anteile, zwei Millionen fünfhundertzweiundzwanzigtausendfünfhundertvierundfünfzig (2.522.554) Neue Kategorie C Anteile, zwei Millionen fünfhundertzweiundzwanzigtausendfünfhundertvierundfünfzig (2.522.554) Neue Kategorie D Anteile, zwei Millionen fünfhundertzweiundzwanzigtausendfünfhundertvierundfünfzig (2.522.554) Neue Kategorie E Anteile, zwei Millionen fünfhundertzweiundzwanzigtausendfünfhundertvierundfünfzig (2.522.554) Neue Kategorie F Anteile, zwei Millionen fünfhundertzweiundzwanzigtausendfünfhundertvierundfünfzig (2.522.554) Neue Kategorie G Anteile, zwei Millionen fünfhundertzweiundzwanzigtausendfünfhundertvierundfünfzig (2.522.554) Neue Kategorie H Anteile, zwei Millionen fünfhundertzweiundzwanzigtausendfünfhundertvierundfünfzig (2.522.554) Neue Kategorie I Anteile und zwei Millionen fünfhundertzweiundzwanzigtausendfünfhundertvierundfünfzig (2.522.554) Neue Kategorie J Anteile, jeweils mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil, zu zeichnen. Diese neuen Anteile sind vollständig gezeichnet und, durch eine Bareinlage in einer Höhe von zweihundertsiebenundzwanzigtausendzweihunderteinundvierzig Euro und einundsiebzig Cent (EUR 227.241,71), die vollständig dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeteilt wird, vollständig bezahlt.

Montagu IV (B) LP, erklärt achtundachtzigtausendzweihundertsiebzig (88.270) Neue Stammanteile, zehn Millionen fünfhundertzehntausendsechshundertdreihundvierzig (10.510.643) Neue Kategorie B Anteile, zehn Millionen fünfhundertzehntausendsechshundertdreihundvierzig (10.510.643) Neue Kategorie C Anteile, zehn Millionen fünfhundertzehntausendsechshundertdreihundvierzig (10.510.643) Neue Kategorie D Anteile, zehn Millionen fünfhundertzehntausendsechshundertdreihundvierzig (10.510.643) Neue Kategorie E Anteile, zehn Millionen fünfhundertzehntausendsechshundertdreihundvierzig (10.510.643) Neue Kategorie F Anteile, zehn Millionen fünfhundertzehntausendsechshundertdreihundvierzig (10.510.643) Neue Kategorie G Anteile, zehn Millionen fünfhundertzehntausendsechshundertdreihundvierzig (10.510.643) Neue Kategorie H Anteile, zehn Millionen fünfhundertzehntausendsechshundertdreihundvierzig (10.510.643) Neue Kategorie I Anteile und zehn Millionen fünfhundertzehntausendsechshundertdreihundvierzig (10.510.643) Neue Kategorie J Anteile, jeweils mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil, zu zeichnen. Diese neuen Anteile sind vollständig gezeichnet und, durch eine Bareinlage in einer Höhe von zehn Millionen vierhunderteinundneunzigtausendzweihundertsiebenundvierzig Euro und fünfzehn Cent (EUR 10.491.247,15), die vollständig dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeteilt wird, vollständig bezahlt.

(10.510.643) Neue Kategorie G Anteile, zehn Millionen fünfhundertzehntausendsechshundertdreiundvierzig (10.510.643) Neue Kategorie H Anteile, zehn Millionen fünfhundertzehntausendsechshundertdreiundvierzig (10.510.643) Neue Kategorie I Anteile und zehn Millionen fünfhundertzehntausendsechshundertdreiundvierzig (10.510.643) Neue Kategorie J Anteile, jeweils mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil, zu zeichnen. Diese neuen Anteile sind vollständig gezeichnet und, durch eine Bareinlage in einer Höhe von neunhundertsechszehntausendachtundvierzig Euro und siebenundfünfzig Cent (EUR 946.840,57), die vollständig dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeteilt wird, vollständig bezahlt.

Die gesamte Einlage in einer Höhe von zwölf Millionen siebenundsechzigtausendfünfhundert Euro (EUR 12.067.500) werden dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeteilt.

Der Nachweis über die Existenz und den Wert der Einlage wurde dem Notar erbracht.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen den Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, um, unter anderem, dem oben genannten Beschluss Rechnung zu tragen, und ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

" Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt zwölf Millionen achtzigtausend Euro (EUR 12.080.000), aufgeteilt in:

- (i) eine Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000) Stammanteile (die "Stammanteile"),
- (ii) einhundertvierunddreißig Millionen dreiundachtzigtausenddreihundertdreiunddreißig (134.083.333) Kategorie B Anteile (die "Kategorie B Anteile"),
- (iii) einhundertvierunddreißig Millionen dreiundachtzigtausenddreihundertdreiunddreißig (134.083.333) Kategorie C Anteile (die "Kategorie C Anteile"),
- (iv) einhundertvierunddreißig Millionen dreiundachtzigtausenddreihundertdreiunddreißig (134.083.333) Kategorie D Anteile (die "Kategorie D Anteile"),
- (v) einhundertvierunddreißig Millionen dreiundachtzigtausenddreihundertdreiunddreißig (134.083.333) Kategorie E Anteile (die "Kategorie E Anteile"),
- (vi) einhundertvierunddreißig Millionen dreiundachtzigtausenddreihundertdreiunddreißig (134.083.333) Kategorie F Anteile (die "Kategorie F Anteile"),
- (vii) einhundertvierunddreißig Millionen dreiundachtzigtausenddreihundertdreiunddreißig (134.083.333) Kategorie G Anteile (die "Kategorie G Anteile"),
- (viii) einhundertvierunddreißig Millionen dreiundachtzigtausenddreihundertdreiunddreißig (134.083.333) Kategorie H Anteile (die "Kategorie H Anteile"),
- (ix) einhundertvierunddreißig Millionen dreiundachtzigtausenddreihundertdreiunddreißig (134.083.333) Kategorie I Anteile (die "Kategorie I Anteile") und
- (x) einhundertvierunddreißig Millionen dreiundachtzigtausenddreihundertsechsenddreißig (134.083.336) Kategorie J Anteile (die "Kategorie J Anteile"),

jeweils mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil und vollständig gezeichnet und eingezahlt.

5.2 Die Anteile sind ausschließlich Namenspapiere.

5.3 Die Kategorie B Anteile bis zu den Kategorie J Anteilen werden im Folgenden als die "Vorzugsanteile" bezeichnet. Die Stammanteile und/oder Vorzugsanteile werden als die "Anteile" bezeichnet und "Anteil" soll entsprechend auszulegen werden.

5.4 Jede Kategorie von Anteilen hat die selben Rechte, soweit nichts anderes in dieser Satzung vorgesehen ist. Jeder Anteil gibt dem Eigentümer das Recht zu einer (1) Stimme auf einer Generalversammlung der Anteilseigner.

5.5 Zusätzlich zum Gesellschaftskapital, kann die Gesellschaft uneingeschränkt Agio oder andere Rücklagekonten haben, in das Agio auf einen Anteil oder Vorzugsanteile oder Stammanteile oder Rücklagen auf einen Anteil oder Vorzugsanteil oder Stammanteil gezahlt werden, und ausschließlich ein Eigentümer eines Anteils hat einen Anspruch auf den Saldo, wobei es sich versteht, dass das Agio in Bezug auf einen Anteil oder eine Anteilsklasse oder die Stammanteile oder die Rücklage auf einen Anteil oder einen Vorzugsanteil oder einen Stammanteil, dem Eigentümer eines solchen Anteils, Vorzugsanteils oder Stammanteils vorbehalten ist und an jenen zurückzuzahlen ist, sollte eine Entscheidung getroffen werden, die dazu führt, dass das Agio oder die Rücklage rückerstattet oder anderweitig zurückgezahlt wird (ob direkt oder in Bezug auf eine Herabsetzung des Grundkapitals, den Rückkauf eigener Anteile, die Liquidation oder eine andere Transaktion, die zu einer Rückzahlung von Agio oder der Rücklage führt).

5.6 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Gesellschafter, in der Art und Weise die für die Änderung dieser Satzung erforderlich sind, erhöht oder reduziert werden.

5.7 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch die vollständige Annullierung von einer (1) oder mehreren Kategorien von Vorzugsanteilen durch den Rückkauf und die Annullierung von allen ausgegebenen Anteilen dieser Kategorie(n) reduziert werden.

5.8 Für den Fall, dass die Gesellschaft eine Reduzierung des Gesellschaftskapitals durch den Rückkauf von einer Kategorie von Vorzugsanteilen vornimmt, sollten die Eigentümer der Anteile durch eine Mitteilung von und im Namen der

Gesellschaft über den Zeitpunkt des Rückkaufs und der Annullierung sowie den Abrechnungsbetrag nicht weniger als sieben (7) Tage vor dem Datum des Rückkaufs und der Annullierung, informiert werden und diese Mitteilung soll an die Adresse der Eigentümer der Anteile, die die Gesellschaft für jeden Eigentümer hat, gesendet werden, wobei, weder ein Versäumnis noch ein Fehler in einer solchen Nachricht die Gültigkeit des Verfahrens für den Rückkauf und die Annullierung beeinflussen.

5.9 Eine Herabsetzung des Gesellschaftskapitals durch den Rückkauf von einer Kategorie von Vorzugsanteilen darf nur innerhalb des jeweiligen Zeitraums einer Kategorie vorgenommen werden.

(i) Der Zeitraum betreffend die Kategorie B Anteile fängt am Tag des notariellen Beschlusses vom 4. März 2014 an und endet spätestens am 31. Dezember 2014 (der "Kategorie B Zeitraum");

(ii) Der Zeitraum betreffend die Kategorie C Anteile fängt am Folgetag des letzten Tages des Kategorie B Zeitraums an und endet spätestens am 31. Dezember 2015 (der "Kategorie C Zeitraum");

(iii) Der Zeitraum betreffend die Kategorie D Anteile fängt am Folgetag des letzten Tages des Kategorie C Zeitraums an und endet spätestens am 31. Dezember 2016 (der "Kategorie D Zeitraum");

(iv) Der Zeitraum betreffend die Kategorie E Anteile fängt am Folgetag des letzten Tages des Kategorie D Zeitraums an und endet spätestens am 31. Dezember 2017 (der "Kategorie E Zeitraum");

(v) Der Zeitraum betreffend die Kategorie F Anteile fängt am Folgetag des letzten Tages des Kategorie E Zeitraums an und endet spätestens am 31. Dezember 2018 (der "Kategorie F Zeitraum");

(vi) Der Zeitraum betreffend die Kategorie G Anteile fängt am Folgetag des letzten Tages des Kategorie F Zeitraums an und endet spätestens am 31. Dezember 2019 (der "Kategorie G Zeitraum");

(vii) Der Zeitraum betreffend die Kategorie H Anteile fängt am Folgetag des letzten Tages des Kategorie G Zeitraums an und endet spätestens am 31. Dezember 2020 (der "Kategorie H Zeitraum");

(viii) Der Zeitraum betreffend die Kategorie I Anteile fängt am Folgetag des letzten Tages des Kategorie H Zeitraums an und endet spätestens am 31. Dezember 2021 (der "Kategorie I Zeitraum");

(ix) Der Zeitraum betreffend die Kategorie J Anteile fängt am Folgetag des letzten Tages des Kategorie I Zeitraums an und endet spätestens am 31. Dezember 2022 (der "Kategorie J Zeitraum").

5.10 Wird eine Kategorie von Vorzugsanteilen nicht in dem entsprechenden Zeitraum für die Kategorie zurückgekauft und annulliert, kann der Rückkauf und die Annullierung dieser Kategorie(n) der Vorzugsanteilen während eines neuen Zeitraums (der "Neue Zeitraum") vorgenommen werden. Die Neuen Zeiträume für die Kategorien von Vorzugsanteilen, die nicht im vorhergesehenen Zeitraum zurückgekauft und annulliert wurden, fangen am Folgetag des letzten Tages des Zeitraums für die letzte Kategorie von Vorzugsanteilen an, wobei die Neuen Zeiträume für die Kategorien von Vorzugsanteilen in alphabetischer Reihenfolge, mit dem ersten Buchstaben im Alphabet zuerst und weiterführend, die alphabetische Reihenfolge beachtend, anfangen und jeder weitere Neue Zeitraum für eine Kategorie von Vorzugsanteilen am Folgetag des letzten Tages des Zeitraums der Kategorie von Vorzugsanteilen, die im Alphabet vor ihm kommt, anfängt. Jeder Neue Zeitraum soll für einen Zeitraum von einem (1) Kalenderjahr (vorbehaltlich des Artikel 5.11) andauern. Beispielsweise, wenn die Kategorie B Anteile nicht in ihrem Kategorie B Zeitraum zurückgekauft wurden, die Kategorie C Anteile in ihrem Kategorie C Zeitraum zurückgekauft wurden und die Kategorie D Anteile auch nicht in ihrem Kategorie D Zeitraum zurückgekauft wurden, so fängt der Neue Zeitraum für die Kategorie B Anteile am 1. Januar 2023 und der Neue Zeitraum für die Kategorie D Anteile am 1. Januar 2024 an.

5.11 Zur Klarstellung, im Fall, dass der Rückkauf und die Annullierung einer Kategorie von Vorzugsanteilen vor dem letzten Tag des jeweiligen Zeitraums (oder, gegebenenfalls, des Neuen Zeitraums) erfolgt, fängt der folgende Zeitraum (oder, gegebenenfalls, der folgende Neue Zeitraum) am Folgetag des Rückkauf und der Annullierung dieser Kategorie von Vorzugsanteilen an und endet an dem in den oben genannten Artikeln festgelegten Tag.

5.12 Nach vollständigem Rückkauf und Annullierung der entsprechenden Kategorie(n), wird der Abrechnungsbetrag fällig und die Gesellschaft verpflichtet sich diesen an den/die Gesellschafter im Verhältnis zu seinem/ihren Beteiligung(en) an der jeweiligen Klasse(n) zu bezahlen. Zur Klarstellung, die Gesellschaft kann ihrer Zahlungspflicht in bar, in natura oder im Wege der Aufrechnung nachkommen.

5.13 Der im vorherigen Paragraphen erwähnte Abrechnungsbetrag wird durch den alleinigen Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch den Rat der Geschäftsführer (wie im Folgetext definiert), nach angemessenem Ermessen und im besten Interesse der Gesellschaft, ermittelt. Zur Klarstellung, der alleinige Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, der Rat der Geschäftsführer kann bei seinem alleinigen Ermessen entscheiden, die freiausschüttbaren Rücklagen zum Teil oder in ihrer Gesamtheit in den Abrechnungsbetrag einbeziehen oder ausschließen."

Vierter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen den Artikel 14 (Gewinn - Rücklagen) der Satzung der Gesellschaft abzuändern und ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

" Art. 14. Gewinn - Rücklagen.

14.1 Die Einnahmen der Gesellschaft abzüglich der allgemeinen Kosten, Ausgaben, Abschreibungen, Rückstellungen und Steuern machen den Nettogewinn aus.

14.2 Alle Ausschüttungen (einschließlich aller Zahlungen in Bezug auf Annullierung, Rücknahme oder Rückkauf aller Vorzugsanteile durch die Gesellschaft), die von der Gesellschaft in Bezug auf Anteile getätigt werden, sollen anteilig (vorbehaltlich der Artikel 5.9 bis 5.13 und 14) und zur selben Zeit an alle Anteilhaber im Verhältnis zu ihrer Beteiligung an der Gesellschaft getätigt werden, es sei denn, ein Gesellschafter verzichtet auf sein Recht auf eine solche Ausschüttung oder den Erlös eines Rückkaufs mittels schriftlicher Mitteilung an die Gesellschaft.

14.3 Jede Ausschüttung soll alle anwendbaren Gesetze und diese Satzung berücksichtigen.

14.4 Aus dem Nettogewinn sollen fünf Prozent (5%) abgezogen und der gesetzlichen Rücklage zugeteilt werden; dieser Abzug ist nur zwingend erforderlich solange die Rücklage weniger als zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft ausmacht. Sollte zu einem Zeitpunkt aus irgendeinem Grund auf die Rücklage zugegriffen werden, muss die Einzahlung wieder aufgenommen werden, bis die Rücklage vollständig wieder hergestellt ist.

14.5 Vorbehaltlich der Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung, kann die Gesellschaft mittels entsprechendem Gesellschafterbeschluss Dividenden in Übereinstimmung mit den jeweiligen Rechten der Gesellschafter festsetzen.

14.6 Vorabdividenden können jederzeit unter den folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) der Rat der Geschäftsführer erstellt einen Zwischenabschluss;

(ii) der Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und Rücklagen (einschließlich Agio) für die Ausschüttung zur Verfügung stehen; dabei versteht sich, dass der auszuschüttende Betrag die Gewinne seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, für das Jahresabschluss von der Gesellschafterversammlung genehmigt wurden, nicht übersteigt, und wenn doch, dann nur erhöht durch die Gewinnvorträge und ausschüttbaren Rücklagen, davon abgezogen die Verlustvorträge und Beträge, die in die gesetzliche Rücklage einzuzahlen sind;

(iii) die Gesellschafterversammlung beschließt Vorabdividenden innerhalb von zwei (2) Monaten vom Datum der Zwischenabschlüsse auszuschütten;

(iv) die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft werden nicht gefährdet, wenn man die Vermögenswerte der Gesellschaft berücksichtigt; und

(v) wenn die ausgeschütteten Vorabdividenden die ausschüttbaren Gewinne am Ende des Geschäftsjahres übersteigen, dann sind die Gesellschafter dazu verpflichtet den Überschuss an die Gesellschaft zurückzuzahlen.

14.7 Im Falle einer Dividendenerklärung, werden diese Dividenden folgendermaßen zugeteilt und in folgender Reihenfolge ausgeschüttet:

14.7.1 den/dem Eigentümer(n) der Stammanteile steht eine Dividende in Höhe von 0,1% des Nennwerts der Stammanteile zu;

14.7.2 den/dem Eigentümer(n) der Kategorie B Anteile steht eine Dividende in Höhe von 0,2% des Nennwerts der Kategorie B Anteile zu;

14.7.3 den/dem Eigentümer(n) der Kategorie C Anteile steht eine Dividende in Höhe von 0,25% des Nennwerts der Kategorie C Anteile zu;

14.7.4 den/dem Eigentümer(n) der Kategorie D Anteile steht eine Dividende in Höhe von 0,3% des Nennwerts der Kategorie D Anteile zu;

14.7.5 den/dem Eigentümer(n) der Kategorie E Anteile steht eine Dividende in Höhe von 0,35% des Nennwerts der Kategorie E Anteile zu;

14.7.6 den/dem Eigentümer(n) der Kategorie F Anteile steht eine Dividende in Höhe von 0,4% des Nennwerts der Kategorie F Anteile zu;

14.7.7 den/dem Eigentümer(n) der Kategorie G Anteile steht eine Dividende in Höhe von 0,45% des Nennwerts der Kategorie G Anteile zu;

14.7.8 den/dem Eigentümer(n) der Kategorie H Anteile steht eine Dividende in Höhe von 0,5% des Nennwerts der Kategorie H Anteile zu;

14.7.9 den/dem Eigentümer(n) der Kategorie I Anteile steht eine Dividende in Höhe von 0,55% des Nennwerts der Kategorie I Anteile zu;

14.7.10 den/dem Eigentümer(n) der Kategorie J Anteile steht eine Dividende in Höhe von 0,6% des Nennwerts der Kategorie J Anteile zu;

14.7.11 der Restbetrag wird folglich eines Beschlusses der Gesellschafterversammlung dem/den Eigentümer(n) der Vorzugsanteile zugeteilt."

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen den Artikel 15 (Liquidation) der Satzung der Gesellschaft abzuändern und ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 15.** Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Hälfte (1/2) der Gesellschafter, die drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals ausmachen, aufgelöst werden.

Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, wird die Liquidation durch den/die Geschäftsführer oder solch andere, von den/die Gesellschafter ernannte, Personen (die natürliche oder juristische Personen sein können), durchgeführt, deren Befugnisse und Vergütung ebenfalls von den Gesellschaftern festlegt werden.

Nach Begleichung aller Schulden und Gebühren der Gesellschaft, einschließlich der Kosten der Liquidation, wird der Nettoliquidationserlös, gemäß der Vorschriften der Artikel 5 und 14 dieser Satzung, an die/den Gesellschafter im Umfang und unter Berücksichtigung solcher Anteilsategorien, die zum Zeitpunkt der Liquidation noch im Umlauf sind, ausgeschüttet."

Sechster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen den Artikel 17 (Definitionen) der Satzung der Gesellschaft abzuändern und ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 17. Definitionen.** Für die Zwecke dieser Satzung haben die folgenden Begriffe, in Großbuchstaben geschrieben, folgende Bedeutung:

"Verfügbare Menge" ist der Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich Gewinnvortrag) erhöht um (i) das freierfügbare Agio und andere ausschüttbare Rücklagen in Übereinstimmung und unter Vorbehalt der Satzung und (ii) gegebenenfalls der Betrag aus der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage frei geworden folglich der Annullierung von Vorteilsanteilen und reduziert durch (a) sämtliche Verluste (inklusive Verlustvorträge), (b) sämtliche Beträge, die gemäß dem Gesetz von 1915 sowie der Satzung, der Rücklage zugeteilt werden müssen, jeweils in der in den Zwischenabschlüssen bestimmten Höhe (zur Klarstellung, ohne jeglicher Doppelzählung), (c) sämtliche Dividenden, die dem/den Eigentümer(n) der Stammanteile gemäß der Satzung zustehen und (d) sämtliche Gewinnberechtigungen, so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

wobei:

AA = der Verfügbare Betrag.

NP = der Nettogewinn (einschließlich Gewinnvortrag).

P = das freierfügbare Agio und andere freierfügbare Rücklagen.

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzliche Rücklage im Zusammenhang mit den zu annullierenden Kategorien von Vorzugsanteilen.

L = positiv ausgewiesene Verluste (inklusive Verlustvorträge).

LR = sämtliche Beträge, die gemäß dem Gesetz von 1915 sowie der Satzung, der/den Rücklage(n) zugeteilt werden müssen.

OD = sämtliche Dividenden, die dem/den Eigentümer(n) der Stammanteile, gemäß der Satzung, zustehen.

PE = Gewinnberechtigung.

Der Verfügbare Betrag muss in den Zwischenabschlüssen des jeweiligen Zeitraums der jeweiligen Kategorie festgelegt und durch den alleinigen Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch den Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft, nach Treu und Glauben und mit dem Blick auf die Fähigkeit des Konzerns, als fortbestehendes Unternehmen weiterhin zu existieren, bewertet werden.

"Abrechnungsbetrag" entspricht einem Betrag der den Verfügbare Betrag eines entsprechenden Zeitraums einer Kategorie (oder, gegebenenfalls, eines Neuen Zeitraums) nicht überschreitet.

"Zeitraum einer Kategorie" entspricht jeweils dem Kategorie B Zeitraum, dem Kategorie C Zeitraum, dem Kategorie D Zeitraum, dem Kategorie E Zeitraum, dem Kategorie F Zeitraum, dem Kategorie G Zeitraum, dem Kategorie H Zeitraum, dem Kategorie I Zeitraum und dem Kategorie J Zeitraum.

"Zwischenabschluss" sind die Zwischenabschlüsse der Gesellschaft zum jeweiligen Zwischenabschlussdatum.

"Zwischenabschlussdatum" ist das Datum nicht früher als dreißig (30) und nicht später als zehn (10) Tage vor dem Rückkauf- und Annullierungsdatum der entsprechenden Vorzugsanteile.

"Gesetz von 1915" ist das Gesetz vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften, in der jeweils gültigen Fassung.

"Gewinnberechtigung" entspricht der Vorzugsdividende der Vorzugsanteile."

Erklärung und Kosten

Jegliche Ausgaben, Kosten, Vergütungen oder sonstigen Ausgaben gleich welcher Art, die die Gesellschaft aufgrund dieser notariellen Urkunde zu tragen hat, werden auf ungefähr fünftausendzweihundert Euro (EUR 5.200) geschätzt.

Worüber diese Urkunde in Luxemburg, am zum Beginn dieses Dokuments genannten Tage, aufgesetzt wurde.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde in Englisch erstellt wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Ersuchen des Bevollmächtigten der Erschienenen und im Fall von Divergenzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung Vorrang haben.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der Erschienenen, welcher dem Notar mit Namen, Vornamen, Familienstand und Wohnort bekannt ist, vorgelesen worden war, unterzeichnete der Bevollmächtigte der Erschienenen gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Signé: A. Hofkens, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 10 mars 2014. REM/2014/563. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 25 mars 2014.

Référence de publication: 2014043812/689.

(140050599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

Bouboule S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2230 Luxembourg, 66, rue du Fort Neipperg.

R.C.S. Luxembourg B 158.576.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014044400/10.

(140050922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

VFC Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 178.021.

- Il convient de noter que le nom de l'associé unique a été modifié comme suit:

* VFC Member LP, (limited partnership).

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VFC Investments S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014044950/13.

(140051530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Brenthis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 178.829.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 24 mars 2014

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 24 mars 2014 que:

1. La démission de Monsieur Jean-Robert BARTOLINI, en tant que gérant unique de la société, est acceptée avec effet immédiat.

2. La nomination de la personne suivante en tant que gérant unique de la société, est acceptée pour une durée indéterminée:

Madame Noeleen GOES-FARRELL, née le 28 décembre 1966 à Dublin (Irlande), demeurant professionnellement au 35A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

3. Le siège social de la société est transféré du 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg au 35A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SGG S.A.

Référence de publication: 2014044402/20.

(140051090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Cowley Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 185.586.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of March,
before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared

OCM Cowley Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred sterling pounds (GBP 12,500.-), with registered office in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and in the process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies,

represented by Maître Philip Basler-Gretié, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 19 March 2014; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Laws”) and by the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of “Cowley Investment S.à r.l.”.

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 28 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred pound sterling (GBP 12,500.-), divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one pence sterling (GBP 0.01) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the “Manager(s)”).

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the “Board of Managers”).

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company’s object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the “Chairman”). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the “Secretary”).

The Board of Managers will meet upon call by any Manager.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four (24) hours’ written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented

consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of a majority of the Managers holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a

single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 20. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 21. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 22. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 23. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 24. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 25. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 26. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 27. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the “Legal Reserve”). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 28. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 29. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company’s shares have been subscribed and the nominal value of these shares, as well as a share premium, as the case may be, has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholder	Subscribed capital	Number of shares	Amount paid-in
OCM Cowley Holdings S.à r.l.	GBP 12,500.-	1,250,000	GBP 12,500.-
Total:	GBP 12,500.-	1,250,000	GBP 12,500.-

The amount of twelve thousand five hundred pounds sterling (GBP 12,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

Transitory Provision

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2014.

Shareholders resolutions

First Resolution

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second Resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at six (6) the number of Managers and further resolved to appoint the following as Managers for an unlimited duration:

- Mr Szymon DEC, company manager, born on July 3, 1978 in Lodz, Poland, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mrs Figen EREN, company manager, born on February 10, 1978 in Besançon, France, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Mr Jabir CHAKIB, company manager, born on November 5, 1967 in Casablanca, Morocco, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Mr Hugo NEUMAN, company manager, born on October 21, 1960 in Amsterdam, The Netherlands, residing professionally at 16, rue J. B. Fresez, L-1724 Luxembourg;
- Mrs Katherine Margaret RALPH, company manager, born on April 19, 1978 in Colchester, United Kingdom, residing professionally at 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY, United Kingdom; and
- Mr Manish DESAI, company manager, born on February 14, 1979 in Ndola, Zambia, residing professionally at 333 S. Grand Avenue, 28th Floor, Los Angeles, CA 90071, United States of America.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf mars,
par devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,
a comparu

OCM Cowley Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cent livres sterling (GBP 12.500,-), avec siège social à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et en cours d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, représentée par Maître Philip Basler-Greti., avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 19 mars 2014, laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les statuts qui suivent ont ainsi été rédigés:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «Cowley Investment S.à r.l.».

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 28 des Statuts.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12.500,-), divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un penny sterling (GBP 0,01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des droits civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation d'un des Gérants.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise vingt-quatre (24) heures au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si une majorité des Gérants en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

Art. 17. Commissaires. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Chapitre IV. Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolution écrites.

Les assemblées générales des associés se tiendront au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 20. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 21. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 22. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 23. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 24. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 25. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 26. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 27. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 28. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 29. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Paiement

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales, de même que la prime d'émission, le cas échéant a été payée à cent pour cent (100%) en espèces ainsi qu'il suit:

Actionnaires	Capital souscrit	Nombre d'actions	Montant libéré
OCM Cowley Holdings S.à r.l.	GBP 12,500.-	1.250.000	GBP 12,500.-
Total:	GBP 12,500.-	1.250.000	GBP 12,500.-

Le montant de douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12.500,-) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de décembre de 2014.

Assemblée générale extraordinaire
Première Résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'établir le siège social au 26A, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Deuxième Résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de fixer à six (6) le nombre de Gérants et a décidé de plus de nommer les personnes suivantes Gérants pour une période illimitée:

- Mr Szymon DEC, administrateur de société, né le 3 juillet 1978 à Lodz, Pologne, résidant professionnellement au 26A, boulevard Royal à L-2449, Grand-Duché de Luxembourg;

- Mrs Figen EREN, administrateur de société, né le 10 février 1978 à Besançon, France, résidant professionnellement au 26A, boulevard Royal à L-2449, Grand-Duché de Luxembourg;

- Mr Jabir CHAKIB, administrateur de société, né le 5 novembre 1967 à Casablanca, Maroc, résidant professionnellement au 26A, boulevard Royal à L-2449, Grand-Duché de Luxembourg;

- Mr Hugo NEUMAN, gérant de société, né le 21 octobre 1960 à Amsterdam, Hollande, ayant son adresse au 16, rue J. B. Fresez à L-1724 Luxembourg;

- Mrs Katherine Margaret RALPH, administrateur de société, né le 19 avril 1978 à Colchester, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 27 Knightsbridge à Londres SW1X 7LY, Royaume-Uni; et

- Mr Manish DESAI, administrateur de société, né le 14 février 1979 à Ndola, Zambie, résidant professionnellement au 333 S. Grand Avenue, 28e étage à Los Angeles, CA 90071, Etats-Unis d'Amérique.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande du mandataire de la comparante, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même mandataire et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: P. Basler-Gretic, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 21 mars 2014. REM/2014/656. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 27 mars 2014.

Référence de publication: 2014044422/575.

(140051208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Lieb S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 61.451.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil de surveillance de la société tenue le 12 décembre 2013

1. La démission de Monsieur Pierre MESTDAGH de ses mandats de Président du Directoire et de Membre du Directoire, est acceptée avec effet au 31 décembre 2013.

2. Madame Annick LEBLON, employée privée, née le 27 octobre 1975 à Etterbeek, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommée, nouveau Membre du Directoire, avec effet au 31 décembre 2013, en remplacement de Monsieur Pierre MESTDAGH, Membre du Directoire démissionnaire. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en l'an 2014.

Fait à Luxembourg.

Certifié sincère et conforme

LIEB S.A.

Signatures

Membre du Directoire / Membre du Directoire

Référence de publication: 2014044677/19.

(140051047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

**Don Curly S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Chez Nous Lux S.à r.l.).**

Siège social: L-9647 Doncols, 36, Bohey.
R.C.S. Luxembourg B 148.346.

L'an deux mil quatorze, le dix-sept mars

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz

ont comparu:

1) Monsieur Patrick COUSIN, associé unique, né à Gatooma le 10 avril 1973, demeurant à B-4577 MODAVE, Rue Maltrixhes 20, représenté par Madame Julie PIERARD ci-après dénommée en vertu d'une procuration sous seing privée, paraphée et annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

2) Madame Julie PIERARD, gérante, née à Dinant le 6 décembre 1980 demeurant à B-4577 MODAVE, Rue Maltrixhes 20

lesquels comparants ont exposé au notaire:

- que la société à responsabilité limitée «CHEZ NOUS LUX S.AR.L.», a été constituée suivant acte reçu par le notaire Pierre PROBST, de résidence à Ettelbruck, en date du 16 septembre 2009, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations, le 16 octobre 2009, numéro 2030; Dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Anja HOLTZ, notaire alors de résidence à Wiltz, en date du 30 novembre 2009, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations, le 8 janvier 2010, numéro 53

- qu'elle est inscrite au Registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 148.346;

- qu'elle a un capital de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125.-EUR) chacune, Ensuite les comparants, agissant comme prédit, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Que suite à une cession de parts sociales sous seing privé, en date du 9 juillet 2013, en vertu de laquelle Monsieur Pierre STASSEN, né à Hermalle-sous-Argenteau le 28 août 1971, demeurant à Rue du Moulin 9 B-4557 FRAITURE, propriétaire de 100 parts sociales, a cédé à Monsieur Patrick COUSIN, prénommé, l'intégralité de ses cent (100) parts sociales

Acceptation de la cession de parts sociales

Madame Julie PIERARD, prénommée, en sa qualité de gérante, a déclaré accepter, au nom de la société conformément aux dispositions de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales, cette cession déclarant qu'il n'y a aucune opposition ni empêchement qui puisse arrêter l'effet de la susdite cession.

Monsieur Patrick COUSIN est devenu le seul et unique associé de la société à responsabilité limitée «CHEZ NOUS LUX S.à r.l.» avec siège social à L-9647 Doncols, Bohey, 36, constituée suivant acte reçu par Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, en date du 16 septembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2030 en date du 16 octobre 2009, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 148.346,

L'associé unique a ensuite requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'associé unique décide de changer avec effet au 10 mars 2014 la dénomination de la société de «CHEZ NOUS LUX S.à r.l.» en «Don Curly Sàrl» et modifie l'article 1^{er} y afférent comme suit:

« **Art. 1^{er}** . La société prend la dénomination de Don Curly Sàrl».

Deuxième Résolution

L'associé unique décide de modifier avec effet au 10 mars 2014 l'objet social et change l'article 3, qui aura la teneur suivante:

« **Art. 3.** La société a pour objet, pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation, au Luxembourg ou à l'étranger:

- l'exploitation d'une agence de publicité, communication et marketing; l'organisation d'événements et spectacles divers, de salons, foires et séminaires; l'exploitation, la réalisation et la commercialisation de tout produit ou service en rapport avec les activités mentionnées ci-dessus, de même que toutes opérations de négoce effectuées dans le cadres de ces activités;

- la production télévisuelle.

Elle dispose, d'une manière générale, d'une pleine capacité juridique pour accomplir tous les actes et opérations ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social ou qui seraient de nature à faciliter directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, la réalisation de cet objet.

Elle peut s'intéresser par voie d'association, d'apport, de fusion, d'intervention financière ou autrement dans toutes sociétés, associations ou entreprises dont l'objet est identique, analogue ou connexe au sien ou susceptible de favoriser le développement de son entreprise ou de constituer pour elle une source de débouchés.

Elle peut accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut notamment se porter caution et donner toute sûreté personnelle ou réelle en faveur de toute personne ou société liée ou non.

La société peut également exercer les fonctions d'administrateur ou de liquidateur dans d'autres sociétés».

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 950.-€

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Pierard, Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Wiltz, le 17/03/2014. Relation: WIL/2014/183. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 26 mars 2014.

Référence de publication: 2014043839/76.

(140050422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

Spotify Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 123.052.

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of the month of March.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

Mr. Christophe JASICA, employee with professional address at 4, rue Peterelchen, L-2370 Howald, acting in his capacity as a special proxy holder of the board of directors (the "Board of Directors") of "SPOTIFY TECHNOLOGY S.A." (the "Company"), a société anonyme, established and having its registered office at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 123052, incorporated pursuant to a deed of Me Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, on 27 December 2006, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Memorial") number 260 of 27 February 2007. The articles of incorporation of the Company were amended pursuant to several notarial deeds and for the last time according to a notarial deed enacted by Me Jean-Joseph WAGNER, prenamed, on 26 February 2014, in the process of being published in the Memorial,

by virtue of the authority conferred on him by resolutions adopted by the delegate of the Board of Directors of the Company, on 11 March 2014,

a copy of which resolutions, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed with which it shall be formalised.

Said appearing person, acting in his said capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

1) That the issued subscribed share capital of the Company is presently set at eighty-two thousand six hundred and twenty point nine zero zero Euro (82,620.900 EUR) divided into three million three hundred four thousand eight hundred and thirty-six (3,304,836) shares having a nominal value of zero point zero twenty-five Euro (0.025 EUR) each, fully paid up.

2) That pursuant to article five (5) of the Company's articles of association (the "Articles of Association"), the authorised capital of the Company has been fixed at one hundred and sixty-nine thousand two hundred and fifty-five point one hundred ninety-five Euro (169,255.195 EUR) to be divided into six million seven hundred and seventy thousand two hundred and eight (6,770,208) shares each with a par value of zero point zero twenty-five Euro (0,025 EUR) and that pursuant to the same article five (5), the Board of Directors of the Company has been authorised to increase the issued share capital of the Company, such article of the Articles of Association then to be amended so as to reflect the increase of capital.

3) That the Board of Directors, in its meeting of 27 February 2014 and its delegate by resolutions taken on 11 March 2014 and in accordance with the authority conferred on it pursuant to article five (5) of the Company's Articles of

Association, has realised an increase of the issued subscribed share capital by an amount of one thousand five hundred forty-seven point four two five Euro (1,547.425 EUR) in order to raise the issued share capital to the amount of eighty-four thousand one hundred sixty-eight point three two five Euro (84,168.325 EUR) by the creation and issue of sixty-one thousand eight hundred ninety-seven (61,897) new shares with a par value of zero point zero twenty-five Euro (0.025 EUR), having the same rights and privileges as the already existing shares.

4) That still pursuant to the powers conferred to the Board of Directors and pursuant to article five (5) of the Articles of Association, the Board of Directors has waived or limited to the extent necessary the preferential right of the existing shareholders to subscribe, and has accepted the subscription of the total sixty-one thousand eight hundred ninety-seven (61,897) new shares by Mr Elliot Katzman, in his capacity as stockholder representative, following the resolutions of the delegate of the Board of Directors dated 11 March 2014.

That all these new shares have been entirely subscribed by the subscriber, as referred to in the attached subscription form and fully paid up, with a payment of a share premium of an amount of fifty-four million one hundred thirty-six thousand two hundred ninety-two point eighty-one Euro (EUR 54,136,292.81) by a contribution in kind represented by one (1) share of The Echo Nest Corporation, a Delaware corporation, received and contributed by operation of Delaware law, valued at seventy-five million one hundred eighty-six thousand six hundred thirty-two United States dollars and fifty-two cents (USD 75,186,632.52) according to a report of a Réviseur d'entreprises agréé in accordance with articles 26-1 and 32-1 (5) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, which concludes as follows:

"Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution does not correspond at least to the number and value of the shares and the share premium to be issued as consideration."

The said report, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the document to be filed with it with the registration authorities.

5) That as a consequence of the above mentioned increase of the issued share capital, first paragraph of article five (5) of the Articles of Association is therefore amended and shall read as follows:

Art. 5. (first paragraph). "The corporate subscribed share capital is set at eighty-four thousand one hundred sixty-eight point three two five Euro (84,168.325 EUR) divided into three million three hundred sixty-six thousand seven hundred thirty-three (3,366,733) shares having a nominal value of zero point zero twenty-five Euro (0.025 EUR) each."

6) That as a consequence of the above mentioned increase of the issued share capital, second paragraph of article five (5) of the Articles of Association is therefore amended and shall read as follows:

Art. 5. (second paragraph). "The company's authorized share capital is fixed at one hundred sixty-seven thousand seven hundred seven point seventy-seven Euro (167,707.77 EUR) divided into six million seven hundred eight thousand three hundred eleven (6,708,311) shares with a par value of zero point zero twenty-five Euro (0,025 EUR) each."

Expenses

The expenses, incumbent on the Company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at six thousand five hundred fifty Euro (EUR 6,650.-).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. Upon request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us the undersigned notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le onze mars.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Monsieur Christophe JASICA, employé privé, avec adresse professionnelle au 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald, agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration (le «Conseil d'Administration») de «SPOTIFY TECHNOLOGY S.A.» (la «Société»), une société anonyme, établie et ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123052, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 27 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 260 du 27 février 2007. Les

statuts de la Société ont été modifiés par plusieurs actes notariés et pour la dernière fois suivant acte notarié reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, prénommé, en date du 26 février 2014, en voie de publication au Mémorial,

en vertu d'une procuration lui conférée par résolutions adoptées par le délégué du Conseil d'Administration de la Société en date du 11 mars 2014,

une copie desdites résolutions, après avoir été signée «ne varietur» par la personne comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Laquelle personne comparante, agissant en sa-dite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter les déclarations et constatations suivantes:

1) Que le capital social souscrit de la Société s'élève actuellement à quatre-vingt-deux mille six cent vingt virgule neuf zéro zéro euros (82.620,900 EUR) divisé en trois millions trois cent quatre mille huit cent trente-six (3.304.836) actions d'une valeur nominale de zéro virgule zéro vingt-cinq euros (0,025 EUR), toutes entièrement libérées.

2) Qu'en vertu de l'article cinq (5) des statuts de la Société (les «Statuts»), le capital autorisé de la Société a été fixé à cent soixante-neuf mille deux cent cinquante-cinq virgule cent quatre-vingt-quinze euros (169.255,195 EUR) qui sera divisé en six millions sept cent soixante-dix mille deux cent huit (6.770.208) actions ayant chacune une valeur nominale de zéro virgule zéro vingt-cinq euros (0,025 EUR) et qu'en vertu du même article cinq (5), le Conseil d'Administration de la Société a été autorisé à procéder à des augmentations de capital, lequel article des Statuts étant alors à modifier de manière à refléter les augmentations de capital ainsi réalisées.

3) Que le Conseil d'Administration de la Société, dans sa réunion du 27 février 2014 ainsi que son délégué par ses résolutions datées du 11 mars 2014, et en conformité avec les pouvoirs lui conférés en vertu de l'article cinq (5) des Statuts de la Société, a réalisé une augmentation du capital social souscrit à concurrence de mille cinq cent quarante-sept virgule quatre deux cinq euros (1.547,425 EUR) en vue de porter le capital social souscrit à quatre-vingt-quatre mille cent soixante-huit virgule trois deux cinq euros (84.168,325 EUR) par la création et l'émission de soixante-et-un mille huit cent quatre-vingt-dix-sept (61.897) nouvelles actions, d'une valeur nominale de zéro virgule zéro vingt-cinq euros (0,025 EUR) chacune, et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

4) Que toujours en vertu des pouvoirs conférés au Conseil d'Administration et en vertu de l'article cinq (5) des Statuts, le Conseil d'Administration a supprimé ou limité dans la mesure nécessaire le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants et a accepté la souscription de la totalité des soixante-et-un mille huit cent quatre-vingt-dix-sept (61.897) actions par Monsieur Elliot Katzman, en sa qualité du représentant des actionnaires, suivant les résolutions du délégué du Conseil d'Administration datées du 11 mars 2014.

Que toutes les nouvelles actions ont été totalement souscrites par le souscripteur dont il est fait référence dans le formulaire de souscription ci-joint et libérées intégralement, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant de cinquante-quatre millions cent trente-six mille deux cent quatre-vingt-douze virgule quatre-vingt-et-un euros (54.136.292,81 EUR), par un apport en nature consistant en une (1) action de The Echo Nest Corporation, une corporation enregistrée et soumise aux droits de l'Etat de Delaware, évaluée à soixante-quinze millions cent quatre-vingt-six mille six cent trente-deux dollars américains et cinquante-deux cents (USD 75.186.632,52) conformément au rapport d'un réviseur d'entreprise agréé en conformité avec les articles 26-1 et 32-1 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée ayant la conclusion suivante:

"Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution does not correspond at least to the number and value of the shares and the share premium to be issued as consideration."

Ledit rapport après, avoir été signé par la personne comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte avec lequel il sera enregistré auprès des autorités d'enregistrement.

5) Que suite à la réalisation de cette augmentation du capital social souscrit, le premier alinéa de l'article cinq (5) des Statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

Art. 5. (premier alinéa). «Le capital social souscrit émis est fixé à quatre-vingt-quatre mille cent soixante-huit virgule trois deux cinq euros (84.168,325 EUR) divisé en trois millions trois cent soixante-six mille sept cent trente-trois (3.366.733) actions d'une valeur nominale de zéro virgule zéro vingt-cinq euros (0,025 EUR) chacune.»

6) Que suite à la réalisation de cette augmentation du capital social souscrit, le deuxième alinéa de l'article cinq (5) des Statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

Art. 5. (deuxième alinéa). «Le capital autorisé de la Société est fixé à cent soixante-sept mille sept cent sept virgule soixante-dix-sept euros (167.707,77 EUR) divisé en six millions sept cent huit mille trois cent onze (6.708.311) actions d'une valeur nominale de zéro virgule zéro vingt-cinq euros (0,025 EUR) chacune.»

Frais

Les frais incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués à la somme de six mille cinq cent cinquante euros (EUR 6.550,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la personne comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuels, état et demeure, ladite personne comparante a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: C. JASICA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 mars 2014. LAC/2014/11665. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 25 mars 2014.

Référence de publication: 2014043620/159.

(140049542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

L1 Energy Capital Management Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 185.442.

EXTRAIT

En date du 21 mars 2014, L1 Energy Holdings Limited a cédé la totalité de ses parts sociales détenues dans la Société à L1 Energy Capital Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée avec siège social au 3, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B185.435.

Suite à cette cession, L1 Energy Capital Management S.à r.l. est l'associé unique de la Société, détenant la totalité des 2.000.000 parts sociales dans la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014045947/19.

(140052484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

TERRA, Transition and Education for a Resilient and Regenerative Agriculture, Société Coopérative.

Siège social: L-1272 Luxembourg, 10B, rue de Bourgogne.

R.C.S. Luxembourg B 185.506.

STATUTS

Les soussignés, coopérateurs fondateurs, fondent en date du 23 mars 2014, selon les présents statuts par acte sous seing privé, une société coopérative nommée Transition and Education for a Resilient and Regenerative Agriculture.

Nom: Transition and Education for a Resilient and Regenerative Agriculture, ci-après dénommée TERRA

Siège social: 10B Rue de Bourgogne, L-1272, Luxembourg

Chapitre I^{er}. Nom, siège social et durée de la coopérative

Art. 1^{er}. Nom et forme juridique. La société coopérative porte le nom: TERRA SC. Elle est une coopérative enregistrée en vertu de la loi modifiée du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales. Elle est à responsabilité limitée des coopérateurs au montant de leurs apports.

Art. 2. Siège social de la coopérative. Le siège social est établi à: 10B, Rue de Bourgogne, L-1272 Beggen.

Il peut être transféré ailleurs au Luxembourg par décision du conseil d'administration.

Art. 3. Durée de la coopérative. La coopérative est créée pour une durée indéterminée. Elle peut être dissoute par l'assemblée générale statuant dans les formes et conditions prévues pour la modification des statuts.

Chapitre II. Objet et activités de la coopérative

Art. 4. Objet de la coopérative.

4.1. Préambule: notre motivation d'agir

En ces temps incertains, notre capacité à satisfaire à long terme nos besoins élémentaires en nourriture est remise en question. Les limites des pratiques agricoles conventionnelles sautent de plus en plus aux yeux et leur impact destructif sur les écosystèmes naturels et la santé humaine est indéniable. Pour nous, il apparaît chaque jour avec un peu plus de clarté que le plus intelligent à faire est d'engager une transition vers des produits alimentaires biologiques et locaux.

C'est la raison pour laquelle nous souhaitons faire partie d'une nouvelle génération de producteurs de fruits et de légumes biologiques qui disposent du savoir-faire et de la volonté s'engagent activement à la construction d'une nouvelle cohésion sociale autour d'une agriculture résiliente et régénératrice.

Il est important de savoir que la coopérative fonctionne sur base démocratique dirigée par les coopérateurs qui participent activement au financement et à la prise de décisions. Dans la coopérative, les coopérateurs ont des droits de vote égaux en vertu de la règle «un membre, une voix».

4.2 La société coopérative TERRA a pour objectif de:

4.2.1 Développer et expérimenter de façon concrète de nouvelles techniques pour cultiver des légumes, fruits, céréales et herbes qui protègent les ressources naturelles (air, eau, sol)

- qui préservent de façon active la biodiversité de la nature locale
- qui permettent de conserver et même d'augmenter la fertilité du sol de façon durable
- qui permettent d'obtenir des produits d'une qualité alimentaire élevée.

4.2.2 Réaliser des activités pédagogiques qui permettent aux citoyens de renouer contact avec la nature et l'agriculture à travers d'expériences concrètes et accessibles à tous, enfants, jeunes et adultes, le but étant de créer une nouvelle cohésion sociale autour de l'agriculture et de la nourriture.

4.2.3 Élaborer des stratégies pour développer des structures d'économie locale selon le principe des initiatives de transition (Transition Town Movement) comme démarches pour réduire l'empreinte écologique des citoyens et pour augmenter la qualité de leur alimentation.

4.2.4 Devenir un espace de recherches scientifiques, par exemple sur les effets positifs des principes agroécologiques sur la vitalité et la fertilité des sols et sur la qualité alimentaire des produits agricoles, mais ouvert aussi à des recherches trans-disciplinaires et recherches action pour trouver des solutions positives et holistiques aux problèmes actuels.

4.2.5 Promouvoir le développement économique local par la création d'emploi dans le domaine du développement durable. Ainsi, la coopérative n'est pas vouée principalement à l'enrichissement de ses coopérateurs, lesquels ne recherchent qu'un bénéfice patrimonial limité. La coopérative cherche plutôt à favoriser la participation citoyenne dans des projets locaux, démocratiques et éducatifs.

4.2.6 Produire et vendre des fruits et légumes biologiques sous la forme d'une AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne).

4.3 Réalisation des objectifs:

4.3.1 Dans ses participations financières et ses activités propres, la coopérative veille à générer de manière équilibrée des profits économiques pour ses coopérateurs et des bénéfices environnementaux et sociaux.

4.3.2 La coopérative peut réaliser toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de l'objet ainsi défini. Elle peut faire en général toutes les opérations industrielles, commerciales, financières, agricoles, mobilières, immobilières et services se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie à son objet ou susceptible d'étendre ou de développer son activité dans le cadre de son objet.

4.3.3 La coopérative peut s'intéresser par voie d'apport, de participation, de fusion, de souscription, de partenariat ou par tout autre mode dans toutes sociétés ou entreprises ayant un objet similaire ou connexe.

Chapitre III. Les membres de la coopérative - Les coopérateurs

Art. 5. Les coopérateurs.

5.1 L'admission à la coopérative est ouverte à toute personne physique ou morale dans les limites définies par l'article 9. Le candidat doit adresser une demande d'admission signée au président du conseil d'administration de la coopérative dans les formes définies par ce même conseil d'administration. Le conseil d'administration donne son agrément à la candidature, considérant le soutien du candidat aux principes exprimés dans les présents statuts et plus largement son esprit coopératif.

Le candidat doit s'engager à la souscription d'au moins une part sociale, qu'il devra immédiatement libérer s'il est agréé par le conseil d'administration.

5.2 Les membres de la société coopérative sont dénommés dans les présents statuts: coopérateurs.

5.3 Chaque coopérateur est inscrit au registre de la coopérative après son admission, dès la libération de ses parts sociales.

5.4 La qualité de coopérateur se perd:

- Par résiliation volontaire de l'affiliation par le coopérateur. Le coopérateur informe le président du conseil d'administration de sa décision par lettre recommandée dans les 6 premiers mois de l'exercice social. La démission devient effective à la fin de l'exercice social pendant lequel le coopérateur a communiqué son intention de quitter la coopérative. En ce cas, il a droit au remboursement de ses parts sociales libérées. Celles-ci lui sont remboursées à leur valeur nominale. Cette décision est prise chaque année par l'assemblée générale pour l'exercice suivant

- En cas de décès du coopérateur. Les parts sociales se trouvent annulées au terme de l'exercice social en cours au jour du décès. Les héritiers percevront les avantages financiers qui seraient revenus au défunt durant cette période.

- Par l'exclusion du coopérateur par le conseil d'administration. L'exclusion peut être prononcée dans les cas où: le coopérateur ne remplit plus ses obligations envers la coopérative ou montre un comportement qui n'est pas compatible avec les objectifs de la coopérative.

5.5 La décision motivée de l'exclusion est adressée au membre exclu dans des conditions et formes définies dans le règlement intérieur. Avant la décision d'exclusion, le coopérateur est invité à présenter ses explications au conseil d'administration.

5.6 Le coopérateur sortant a droit au remboursement de ses apports. En aucun cas il ne peut faire valoir de droits sur les avoirs mobiliers et immobiliers, et les fonds de réserves de la coopérative. Le remboursement ne peut avoir lieu qu'après clôture et approbation des bilans de l'année sociale écoulée par l'assemblée générale.

Chaque coopérateur a l'obligation:

- de respecter les dispositions des présents statuts;
- de se conformer aux décisions de l'assemblée générale;
- de garder une confidentialité des informations internes par rapport à des externes. Le non-respect des obligations peut mener à l'exclusion du coopérateur.

Chaque coopérateur a le droit:

- de s'engager au sein de la coopérative et de se présenter aux élections du conseil d'administration;
- de participer aux votes et élections de l'assemblée générale dans les conditions fixées par l'article 8.7;
- de se faire représenter par un autre coopérateur dans les conditions fixées à l'article 8.8;
- d'obtenir au préalable toutes les informations utiles pour les délibérations de l'assemblée générale;
- de poser lors de l'assemblée générale des questions relatives au fonctionnement et à la gestion de la coopérative (voir article 8.6);
- de soumettre des propositions pour l'ordre du jour de l'assemblée générale. Les propositions doivent être adressées par écrit au président du conseil d'administration en temps utile pour être repris sur l'ordre du jour de l'assemblée générale. Le conseil d'administration décide de la recevabilité des propositions;
- de demander une convocation pour une assemblée générale extraordinaire (voir article 8,5);
- de profiter de la rémunération de ses parts sociales, fixée dans les conditions définies par les présents statuts (voir article 10.4); et
- de recevoir le procès-verbal de l'assemblée générale.

Chapitre IV. Gouvernance

Art. 6. Le conseil d'administration (CA).

6.1 La coopérative est administrée par un conseil d'administration (CA) composé de cinq (5) à neuf (9) membres. Les administrateurs sont des coopérateurs élus par l'assemblée générale (AG) à la majorité absolue des membres présents ou représentés. Leur mandat est d'une durée de deux ans renouvelable.

6.2 Le CA élit parmi ses membres un responsable, un co-responsable et un secrétaire.

6.3 Le CA doit inclure au moins un membre du groupe de gestion (GG) et un coopérateur-membre de l'AMAP.

6.4 En cas de vacance d'un poste d'administrateur, le CA peut pourvoir au remplacement. Le mandat de l'administrateur remplaçant prend fin à la tenue de la prochaine AG ordinaire. Elle procède à une nouvelle élection d'un administrateur dont le mandat prend fin à la date à laquelle le mandat de l'administrateur défaillant aurait pris fin.

6.5 Le CA est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes de gestion entrant dans le cadre de l'objet social.

6.6 Le CA doit notamment:

- approuver l'admission de nouveaux coopérateurs en vertu des présents statuts;
- organiser l'assemblée générale annuelle, et informer les coopérateurs présents à l'assemblée de l'évolution financière de la coopérative et du respect des objectifs de la coopérative;
- tenir à jour le registre de la société;
- gérer les parts des membres et établir les certificats ou quittances nécessaires;
- en vertu des articles 129 à 134 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tenir une comptabilité régulière avec toutes les pièces y afférant ainsi qu'une communication de la coopérative respectueuse des exigences légales;

- gérer la société dans le respect de l'objet social.

6.7 Les membres du CA s'engagent à ne pas communiquer vers l'extérieur les informations confidentielles, les secrets de fabrication et/ou commerciaux de la société.

6.8 Impartialité: Quand le CA délibère sur des sujets qui affectent les intérêts personnels d'un administrateur, d'un membre de sa famille étroite ou d'une personne pour laquelle il a un pouvoir de représentation légale, il ne participe pas à la délibération. Il peut être entendu avant le vote.

6.9 Le CA peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou à plusieurs de ses coopérateurs ou à des tiers. Il peut notamment:

- confier la gestion journalière de la coopérative à un gérant interne ou externe, y compris les actions en justice;
- constituer un ou plusieurs groupes de gestion qui s'occupent de tâches particulières (voir article 7).

6.10 La société est valablement représentée vis-à-vis des tiers, par:

- deux administrateurs agissant conjointement et désignés par le CA;
- le responsable du CA et un autre administrateur agissant conjointement; ou
- le responsable du CA seul dans des cas spécifiques décidés par le CA.

6.11 Le CA détermine la rémunération attachée aux délégations qu'il confère.

6.12 Réunions du CA:

- Le CA est convoqué par le président ou par le vice-président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exigent, mais au moins une fois tous les six mois.

- Les réunions du CA ne sont valables que si la majorité de ses membres est présente. Le nombre d'administrateurs présents ne peut pas être inférieur à trois (3).

- Toutes les décisions du CA sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité, la voix du président ou, en son absence, la voix du vice-président, est prépondérante.

- Toutes les décisions du CA sont documentées par procès-verbal. Les procès-verbaux sont signés par les membres du CA présents à la réunion en question. Ils sont conservés (au siège social) pendant un délai à définir par le CA, mais au moins pendant 10 ans.

Art. 7. Le groupe de gestion (GG).

7.1 Le groupe de gestion est composé d'un représentant de chaque domaine d'action de TERRA.

7.2 La gestion et le fonctionnement journaliers sont la responsabilité du GG.

Art. 8. L'assemblée générale (AG).

8.1 L'AG se réunit au moins une fois par an, dans les premiers six mois qui suivent la fin de l'exercice écoulé à un lieu précisé dans la convocation.

8.2 L'AG est convoquée par le responsable du CA.

8.3 La convocation à l'AG doit parvenir aux membres de la coopérative au moins 14 jours avant sa tenue. La convocation comporte l'ordre du jour de l'AG.

8.4 Une AG exceptionnelle peut être convoquée autant que de besoin.

8.5 Un dixième des coopérateurs, sans qu'ils puissent être moins de dix, peut adresser une demande pour la convocation d'une AG exceptionnelle. Ils adressent la demande par écrit au CA en précisant l'ordre du jour de l'assemblée. Suite à la demande écrite, le CA procède à la convocation.

8.6 Les coopérateurs exercent leurs droits au sein de la coopérative à l'occasion de l'AG. Ils participent aux votes et élections suivant les stipulations des présents statuts. Les coopérateurs ont le droit de poser toutes questions inhérentes au fonctionnement et à la gestion de la coopérative auxquelles le CA apporte toute réponse utile.

8.7 Chaque coopérateur dispose d'une seule voix quel que soit le nombre de ses parts.

8.8 Chaque coopérateur peut se faire représenter à l'AG par un autre coopérateur. Un coopérateur ne peut être porteur de plus d'un mandat. Il justifie de son pouvoir par une procuration écrite signée par le mandataire.

8.9 L'AG est présidée par le président du CA ou, en cas d'empêchement, par le vice-président du CA ou toute autre personne désignée par le CA en son sein. Le responsable est assisté par un secrétaire, chargé de la vérification des pouvoirs et de la rédaction du procès-verbal de l'AG, et par un scrutateur, choisi parmi les coopérateurs, chargé de l'organisation des scrutins et du décompte des votes. Le secrétaire et le scrutateur sont désignés par l'AG.

8.10 L'AG ne peut délibérer que sur les points inscrits à l'ordre du jour.

8.11 L'AG ne délibère valablement que si au moins 50 % des coopérateurs sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle AG est convoquée endéans un délai de 3 mois. Lors de cette nouvelle réunion aucun quorum n'est exigé.

8.12 Les décisions sont prises à la majorité simple des coopérateurs présents ou représentés sauf pour les décisions visées à l'article 7.14.

8.13 L'AG est compétente pour toutes les décisions prévues par la législation et les présents statuts, et notamment:

- l'approbation des comptes en fin d'exercice;
- l'affectation des bénéfices réalisés dans les conditions fixées aux articles 9.2 et 10.4;
- l'apurement de l'éventuel déficit réalisé;
- la décharge du CA;
- l'élection des membres du CA.

8.14 L'AG est encore compétente pour les décisions suivantes:

- la modification des statuts;
- la dissolution de la coopérative;
- la révocation d'un membre du CA.

Pour ces décisions une majorité de deux-tiers des membres présents ou représentés est requise.

8.15 Les votes ont lieu à main levée ou par bulletin secret. Le vote par bulletin secret est obligatoire sur décision du CA ou sur demande d'au moins un quart des coopérateurs présents ou représentés.

8.16 Pour déterminer les résultats des scrutins, seuls les votes favorable et défavorable sont pris en compte. Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas considérés.

8.17 Lors de l'élection des membres du CA, le scrutin est nécessairement à bulletin secret lorsqu'il y a plus de candidats que de postes vacants. Sont élus, les candidats qui ont obtenu le nombre le plus élevé de voix.

8.18 Toutes les décisions prises lors de l'AG sont documentées par procès-verbal (PV). Le PV comporte le lieu et la date de la réunion, le nom du président de l'AG, les noms des coopérateurs présents ou représentés, la nature et les résultats des votes, la nature et les résultats de vote de résolutions votés ou non, les commentaires et conclusions du président de l'AG, ainsi que toutes les pièces à l'appui nécessaires. Le PV est signé par les membres du CA présent à l'AG. Une copie du PV est envoyée dans le mois qui suit l'AG à chaque coopérateur. L'original du PV signé est conservé (au siège social) pendant un délai à définir par le CA, mais au moins pendant 10 ans.

Chapitre V. Capital social

Art. 9. Capital social de la coopérative.

9.1 Le montant du capital social de la coopérative est illimité et variable.

9.2 La coopérative constitue un fonds de réserve qui est alimenté chaque année par au moins 10% des bénéfices. L'alimentation de la réserve relève des décisions de l'AG conformément à l'article 8.13. Les adaptations faites sous le couvert de cet article nécessitent l'approbation de l'assemblée générale.

9.3 Une fois la libéralisation du capital souscrit par chaque coopérateur effectuée, aucune souscription supplémentaire ne pourra lui être imposée.

9.4 Chaque coopérateur doit souscrire au moins une part sociale. La valeur de chaque part est fixée à 200€ (deux-cents euro) à la création de la coopérative.

9.5 Chaque coopérateur peut à tout moment augmenter ses parts dans la coopérative en respectant l'article 9.7. De nouvelles parts sont émises à cet effet par décision du CA. Pour le calcul d'éventuelles rémunérations des parts, les nouvelles parts ne sont considérées qu'à partir de l'exercice qui suit l'augmentation de la participation.

9.6 Chaque coopérateur peut céder à tout moment tout ou une partie de ses parts à un ou plusieurs membres de la coopérative en respectant l'article 9.7.

9.7 Chaque coopérateur ne peut détenir plus de 20% du total des parts émises.

Chapitre VI. Comptabilité et contrôle de la gestion de la coopérative

Art. 10. Année sociale et bilan annuel.

10.1 L'exercice social commence le 1 janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

10.2 L'année de constitution de la coopérative est à considérer comme un exercice réduit.

10.3 Le bilan de l'exercice doit être établi et approuvé par le CA endéans les 5 mois qui suivent l'année écoulée. Il doit être présenté pour approbation à l'assemblée générale.

10.4 En cas de bénéfices à la fin de l'exercice écoulé, et suite à l'article 9.2, l'AG peut agréer une rémunération des parts sociales. La rémunération des parts sociales ne peut dépasser 5% de la valeur des parts et est déterminée chaque année par l'assemblée générale.

10.5 Un budget prévisionnel annuel sera fourni à l'assemblée générale à la fin de l'exercice social.

Art. 11. Contrôle de la gestion de la coopérative. En application de l'arrêté grand-ducal du 30 août 1918, le contrôle de la gestion de la coopérative est exercé une fois par an par un auditeur agréé externe. Le rapport de l'auditeur est présenté lors de l'assemblée générale.

Chapitre VII. Dissolution et liquidation de la coopérative

Art. 12. Dissolution de la coopérative. La décision de dissolution est prise conformément aux stipulations de l'article 8.14 des présents statuts.

Art. 13. Liquidation de la coopérative. Après dissolution de la coopérative, l'AG nomme un liquidateur. L'actif net est distribué selon les dispositions prévues dans la loi sur les coopératives.

Art. 14. Remboursement des parts. Ce sont les mêmes dispositions qu'en cas de départ volontaire qui s'appliquent (voir article 5-6).

Chapitre VIII. Disposition finale

Toutes les décisions sur des particularités non couvertes par les présents statuts, respectivement par des dispositions légales, sont de la compétence de l'assemblée générale.

Redange, le 23 mars 2014.

Signatures.

Acte de constitution

Les soussignés, coopérateurs fondateurs, fondent à Redange, en date du 23 mars 2014 par acte sous seing privé, une société coopérative nommée TERRA.

NOM: TERRA - Transition and Education for a Resilient and Regenerative Agriculture

SIEGE SOCIAL: 10B Rue de Bourgogne, L-1272, Luxembourg

Données personnelles

Signature

Markos Anyfandakis

13.6.1987 Luxembourg

10B rue de Bourgogne, L-1272 Luxembourg

Pit Reichert

25.04.1979 Luxembourg

29, route de Holzem, L-8232 Marner

Sophie Pixius

18.6.1988 Luxembourg

10, rue de la piscine L-8508 Redange

Katy Fox

9.5.1980 Luxembourg

1, Leewelerwee L-8523 Beckerich

Monique Hamilius

26.6.1961 Luxembourg

1 Eicherfeld L-1462 Luxembourg

Pascal Pixius

14.2.1957 Luxembourg

10, rue de la piscine L-8508 Redange

Mick Pixius

7.12.1959 Luxembourg

10, rue de la piscine L-8508 Redange

Jean Reichert

21.12.1952 Luxembourg

4, route de Capellen, 8279 Holzem

Patricia Hoffmann

27.12.1956 Léopoldville Congo Belge

4, route de Capellen, 8279 Holzem

Zsófia Szemerei

09.08.1979 Székesfehérvár, Hongrie

29, route de Holzem, L-8232 Marner

Stylios Anyfandakis

12.02.1946 Heraklion, Grèce

10B Rue de Bourgogne, L-1272 Luxembourg

Référence de publication: 2014043715/288.

(140049880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Bolder S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 150.143.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 26 mars 2014

L'Assemblée ratifie la cooptation au poste d'administrateur de Mr Pieter VAN NUGTEREN demeurant professionnellement 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ce mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2019.

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de:

- Monsieur Peter VAN OPSTAL, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg;

- Monsieur Adrian VAN DER KROFT, employé privé, avec adresse professionnelle Speelhofdreef 41 à B-2970 Schilde.

Ces mandats se termineront lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2019.

L'Assemblée renouvelle également le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ce mandat prendra fin lors de l'assemblée qui se tiendra en 2019.

Luxembourg, le 26 mars 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014045074/22.

(140051657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Secapital S.à.r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 108.305.

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of March.

Before Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

1) KRUK S.A., a joint stock company, with registered office in Ul. Legnicka 56, 54-204 Wroclaw, Poland,

2) InvestCapital Malta Ltd, a limited liability company, with registered office at 36, Archbishop Street, Valleta VLT1447, Malta,

both duly represented by Mr Philippe PONSARD, ingénieur commercial, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

by virtue of two proxies given under private seal which after having been signed "ne varietur" by the appearing proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration,

acting as members of SECAPITAL S.à.r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée de titrisation, with registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register at section B under number 108305, incorporated on 17 May 2005 pursuant to a deed drawn up by Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 1045 of 15 October 2005.

The Articles of Incorporation of the Company have been amended for the last time on 17 December 2013 pursuant to a deed drawn up by the undersigned notary, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 443 of 18 February 2014.

The members, represented as above stated, request the undersigned notary to document the following:

First resolution

The members resolve to reduce the Company's corporate capital from PLN 632,572,000 (six hundred thirty-two million five hundred seventy-two thousand Polish zloty) to PLN 619,572,000 (six hundred nineteen million five hundred seventy-two thousand Polish zloty) by cancellation and reimbursement of 13,000 (thirteen thousand) Class F corporate units with a nominal value of PLN 1,000 (one thousand Polish zloty) each, held by KRUK S.A., and to reduce simultaneously the legal reserve related to Compartment F by an amount of PLN 1,300,000 (one million three hundred thousand Polish zloty) in order to bring it from PLN 19,700,000 (nineteen million seven hundred thousand Polish zloty) to PLN 18,400,000 (eighteen million four hundred thousand Polish zloty) and to reimburse this amount to KRUK S.A.

Power is given to the managers of the Company to organise the payment in accordance with Luxembourg law provisions applicable in case of reduction of share capital.

Second resolution

The members resolve to amend article five (5) of the Company's Articles of Incorporation, which henceforth will be read as follows:

"The corporate capital of the company is fixed at PLN 619,572,000 (six hundred nineteen million five hundred seventy-two thousand Polish zloty) divided into 239,025 (two hundred thirty-nine thousand twenty-five) Class A corporate units, 50,378 (fifty thousand three hundred seventy-eight) Class B corporate units, 14,576 (fourteen thousand five hundred seventy-six) Class C corporate units, 24,385 (twenty-four thousand three hundred eighty-five) Class D corporate units, 107,208 (one hundred seven thousand two hundred eight) Class E corporate units and 184,000 (one hundred eighty-four thousand) Class F corporate units with a nominal value of PLN 1,000 (one thousand Polish zloty) each, which have the same rights in all respects."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately one thousand two hundred fifty Euros (EUR 1,250.-).

Declaration

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le six mars.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) KRUK S.A., société anonyme, ayant son siège social à Ul. Legnicka 56, 54-204 Wroclaw, Pologne,

2) InvestCapital Malta Ltd, société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 36, Archbishop Street, Valletta VLT1447, Malte,

toutes deux ici représentées par Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

spécialement mandaté à cet effet par deux procurations données sous seing privé lesquelles, signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement,

agissant en leur qualité d'associées de SECAPITAL S.à.r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée de titrisation, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, à la section B, sous le numéro 108305, constituée en date du 17 mai 2005 suivant un acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1045 du 15 octobre 2005.

Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu en date du 17 décembre 2013 suivant acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 443 du 18 février 2014.

Les associées, représentées comme stipulé ci-dessus, requièrent le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

Les associées décident de réduire le capital social de la Société de PLN 632.572.000 (six cent trente-deux millions cinq cent soixante-douze mille zloty polonais) à PLN 619.572.000 (six cent dix-neuf millions cinq cent soixante-douze mille zloty polonais) par annulation et remboursement de 13.000 (treize mille) parts sociales de catégorie F d'une valeur nominale de PLN 1.000 (mille zloty polonais) chacune, appartenant à KRUK S.A., et de réduire simultanément la réserve légale relative au Compartiment F à concurrence d'un montant de PLN 1.300.000 (un million trois cent mille zloty polonais) afin de la porter de son montant actuel de PLN 19.700.000 (dix-neuf millions sept cent mille zloty polonais) à PLN 18.400.000 (dix-huit millions quatre cent mille zloty polonais) et de rembourser ce montant à KRUK S.A.

Pouvoir est donné aux gérants de la Société pour organiser le paiement en conformité avec la législation luxembourgeoise applicable en matière de réduction de capital.

Deuxième résolution

Les associées décident de modifier l'article cinq (5) des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à PLN 619.572.000 (six cent dix-neuf millions cinq cent soixante-douze mille zloty polonais) représenté par 239.025 (deux cent trente-neuf mille vingt-cinq) parts sociales de catégorie A, 50.378 (cinquante mille trois cent soixante-dix-huit) parts sociales de catégorie B, 14.576 (quatorze mille cinq cent soixante-seize) parts sociales de catégorie C, 24.385 (vingt-quatre mille trois cent quatre-vingt-cinq) parts sociales de catégorie D, 107.208 (cent sept mille deux cent huit) parts sociales de catégorie E et 184.000 (cent quatre-vingt-quatre mille) parts sociales de catégorie F d'une valeur nominale de PLN 1.000 (mille zloty polonais) chacune et qui ouvrent les mêmes droits à tous égards.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature, payables par la Société en raison du présent acte, sont évalués approximativement à mille deux cent cinquante euros (EUR 1.250,-).

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. PONSARD, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 mars 2014. LAC/2014/11096. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 21 mars 2014.

Référence de publication: 2014043598/109.

(140049372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Constructions Métalliques du Nord S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9907 Troisvierges, 39, rue d'Asselborn.

R.C.S. Luxembourg B 94.391.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014045099/10.

(140051889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Entreprise de Façades Miotto Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9147 Erpeldange, 27A, rue Laduno.

R.C.S. Luxembourg B 91.650.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement n° 168/2014 rendu en date du 26 mars 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière commerciale, a déclaré dissoute la société à responsabilité limitée ENTREPRISE DE FAÇADES MIOTTO Sàrl, établie à L-9147 Erpeldange, rue Laduno 27A, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 91.650, et en a ordonné la liquidation.

Il a nommé liquidateur Maître Alain BINGEN, avocat à la Cour, demeurant à L-9227 Diekirch, Esplanade 40.

Il a dit que le jugement n'est exécutoire par provision qu'à charge de donner caution, ou de justifier de solvabilité suffisante.

Diekirch, le 27 mars 2014.

Pour extrait conforme

Signature

Le liquidateur

Référence de publication: 2014044979/19.

(140051252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.